

Bruxelles, le 24 février 2020
(OR. en)

**Dossier interinstitutionnel:
2017/0332(COD)**

6060/1/20
REV 1

ENV 78
SAN 48
CONSOM 25
CODEC 109

NOTE POINT "I/A"

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
N° doc. préc.:	5813/20
N° doc. Cion:	5846/18 - COM(2017) 753 final + ADD 1
Objet:	Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (refonte) - Accord politique

1. Le 1^{er} février 2018, la Commission a soumis sa proposition de refonte de la directive du Parlement européen et du Conseil relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine¹, dite "directive relative à l'eau potable".
2. L'objectif général de la proposition de refonte est de garantir un niveau élevé de protection de l'environnement et de la santé humaine contre les effets néfastes de la contamination de l'eau potable. La révision de la directive découle aussi de la toute première initiative citoyenne européenne à avoir abouti, "Right2Water". La proposition vise à actualiser les normes de qualité de l'eau, à introduire une approche fondée sur les risques pour la surveillance de l'eau, à améliorer les informations sur la qualité de l'eau et les services liés à l'utilisation de l'eau fournis aux consommateurs ainsi que l'accès à l'eau. En outre, la proposition aborde également la question des matériaux en contact avec l'eau potable.

¹ Doc. 5846/18 + ADD 1 à ADD 5.

3. Le Comité économique et social a adopté son avis sur cette proposition le 11 juillet 2018². Le Comité des Régions a adopté son avis sur la proposition le 16 mai 2018³.
4. Le Parlement européen a adopté sa position en première lecture lors de sa séance plénière du 28 mars 2019⁴. Le rapport contenait 160 amendements à la proposition de la Commission.
5. Lors de sa session du 5 mars 2019, le Conseil a marqué son accord sur une orientation générale⁵ donnant à la présidence le mandat de poursuivre les négociations avec le Parlement européen.
6. Cinq trilogues ont eu lieu le 7 octobre, le 22 octobre, le 19 novembre, le 3 décembre et le 18 décembre. La présidence a proposé des mandats révisés au Coreper lors de ses réunions des 15 novembre, 27 novembre et 18 décembre 2019. Parallèlement aux trilogues politiques, plusieurs réunions tripartites techniques ont eu lieu.
7. Le 5 février 2020, le Comité des représentants permanents a procédé à une analyse du texte en vue d'un accord et a approuvé le compromis final résultant des trilogues⁶. Le texte approuvé contenant les dispositions renumérotées figure à l'annexe de la présente note.
8. Le 18 février 2020, la commission ENVI du Parlement européen a approuvé le texte. Le même jour, le président de la commission ENVI a ensuite envoyé une lettre au président du Comité des représentants permanents indiquant que, sous réserve de vérification par les juristes-linguistes, il recommanderait à la commission ENVI et à la plénière d'adopter la position du Conseil sans amendements.

² NAT/733-EESC-2018-01285.

³ CDR 924/2018.

⁴ Doc. 7750/19.

⁵ Doc. 6876/1/19 REV 1.

⁶ Doc. 5813/20.

9. Compte tenu de ce qui précède, le Comité des représentants permanents est invité à recommander au Conseil d'approuver, en point "A" de l'ordre du jour d'une de ses prochaines sessions, l'accord politique sur le texte de la directive relative à l'eau potable qui figure à l'annexe de la présente note et à inscrire au procès-verbal de cette session les déclarations figurant à l'addendum de la présente note.
-

DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (refonte)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 192, paragraphe 1,

vu la proposition de la Commission européenne,

après transmission du projet d'acte législatif aux parlements nationaux,

vu l'avis du Comité économique et social européen⁷,

vu l'avis du Comité des régions⁸,

statuant conformément à la procédure législative ordinaire,

considérant ce qui suit:

- (1) La directive 98/83/CE du Conseil⁹ a été modifiée à plusieurs reprises et de façon substantielle¹⁰. À l'occasion de nouvelles modifications, il convient, dans un souci de clarté, de procéder à la refonte de ladite directive.

⁷ JO C [...] du [...], p. [...].

⁸ JO C [...] du [...], p. [...].

⁹ Directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (JO L 330 du 5.12.1998, p. 32).

¹⁰ Voir l'annexe V.

- (2) La directive 98/83/CE fixait le cadre juridique visant à protéger la santé humaine des effets néfastes de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine en garantissant la salubrité et la propreté de celles-ci. Il convient que la présente directive poursuive le même objectif et améliore l'accès de tous aux eaux destinées à la consommation humaine dans l'Union. À cette fin, il est nécessaire de définir au niveau de l'Union les exigences minimales auxquelles doivent satisfaire les eaux destinées à cette utilisation. Il convient que les États membres prennent les mesures nécessaires afin de faire en sorte que les eaux destinées à la consommation humaine ne contiennent pas de micro-organismes, de parasites ou de substances constituant, dans certaines circonstances, un danger potentiel pour la santé humaine, et que ces eaux respectent lesdites exigences minimales.

(3) Il est nécessaire d'exclure du champ d'application de la présente directive les eaux minérales naturelles et les eaux médicinales, étant donné que ces eaux relèvent, respectivement, de la directive 2009/54/CE du Parlement européen et du Conseil¹¹ et de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil¹². Cependant, la directive 2009/54/CE traite à la fois des eaux minérales naturelles et des eaux de source, et seule la première catégorie devrait être exclue du champ d'application de la présente directive. Conformément à l'article 9, paragraphe 4, troisième alinéa, de la directive 2009/54/CE, les eaux de source devraient respecter les dispositions de la présente directive et, en ce qui concerne les exigences microbiologiques, les eaux de source devraient satisfaire aux dispositions de l'article 5 de la directive 2009/54/CE. Les eaux destinées à la consommation humaine mises en bouteilles ou en conteneurs et destinées à la vente ou utilisées dans la fabrication, la préparation ou le traitement des denrées alimentaires devraient quant à elles, en principe, continuer de respecter les dispositions de la présente directive jusqu'au point de conformité (c'est-à-dire le robinet) et devraient ensuite être considérées comme une denrée alimentaire, si elles sont destinées à être ingérées ou raisonnablement susceptibles d'être ingérées par l'être humain, conformément à l'article 2, deuxième alinéa, du règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil¹³. En outre, les exploitants du secteur alimentaire qui disposent de leur propre source d'eau et l'utilisent aux fins spécifiques de leur activité peuvent être exemptés des dispositions de la présente directive, pour autant qu'ils respectent les obligations applicables, en particulier en ce qui concerne les principes du système d'analyse des dangers et points critiques pour leur maîtrise, ainsi que les mesures correctives prévues dans la législation pertinente de l'Union relative aux denrées alimentaires. Les exploitants du secteur alimentaire qui disposent de leur propre source d'eau et agissent en qualité de fournisseurs d'eau devraient respecter les dispositions de la présente directive à l'instar de tout autre fournisseur d'eau.

¹¹ Directive 2009/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relative à l'exploitation et à la mise dans le commerce des eaux minérales naturelles (Refonte) (JO L 164 du 26.6.2009, p. 45).

¹² Directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain (JO L 311 du 28.11.2001, p. 67).

¹³ Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires (JO L 31 du 1.2.2002, p. 1).

- (4) Au terme de l'initiative citoyenne européenne "L'eau, un droit humain" (Right2Water)¹⁴, une consultation publique a été lancée à l'échelle de l'Union et une évaluation au titre du programme pour une réglementation affûtée et performante ("évaluation REFIT") de la directive 98/83/CE a été menée¹⁵. Il est ressorti de l'exercice en question qu'il convenait de mettre à jour certaines dispositions de la directive 98/83/CE. Quatre domaines ont été identifiés comme offrant des marges d'amélioration, à savoir la liste des valeurs paramétriques fondées sur la qualité, le recours limité à une approche fondée sur les risques, le manque de précision des dispositions relatives à l'information des consommateurs et les disparités existant entre les systèmes d'autorisation relatifs aux matériaux entrant en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine et les conséquences de cette situation sur la santé humaine. En outre, l'initiative citoyenne européenne "L'eau, un droit humain" identifie comme un problème distinct le fait qu'une partie de la population, à savoir les groupes marginalisés, n'ait pas accès aux eaux destinées à la consommation humaine, celui-ci constituant également un engagement au titre de l'objectif de développement durable 6 du programme de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030. Un dernier problème recensé est le manque général de sensibilisation aux fuites d'eau, qui sont causées par l'insuffisance des investissements dans l'entretien et le renouvellement des infrastructures de gestion des eaux, comme l'indique le rapport spécial de la Cour des comptes européenne sur les infrastructures hydriques¹⁶.

¹⁴ COM(2014) 177 final.

¹⁵ SWD(2016) 428 final.

¹⁶ Rapport spécial de la Cour des comptes européenne n° 12/2017: "*Mise en œuvre de la directive sur l'eau potable: la qualité et l'accessibilité de l'eau se sont améliorées en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie mais des investissements considérables demeurent nécessaires*".

(5) Le bureau régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a effectué une étude détaillée de la liste des paramètres et des valeurs paramétriques établie par la directive 98/83/CE afin de déterminer s'il était nécessaire de l'adapter en fonction des progrès techniques et scientifiques. Il ressort des résultats de cette étude¹⁷ qu'il convient que les agents entéropathogènes et les bactéries *Legionella* soient contrôlés et que six paramètres ou groupes de paramètres chimiques soient ajoutés. Pour quatre des six nouveaux paramètres, il y a lieu de fixer, compte tenu des autres avis scientifiques récents et en vertu du principe de précaution, des valeurs paramétriques plus strictes que celles proposées par l'OMS, mais réalisables. Pour un des nouveaux paramètres, le nombre de substances représentatives a été réduit et la valeur adaptée. En ce qui concerne le chrome, la valeur est encore en cours de révision au sein de l'OMS; il convient donc qu'une période de transition de quinze ans s'applique avant que la valeur ne devienne plus stricte. En outre, l'OMS a recommandé que trois perturbateurs endocriniens représentatifs puissent être considérés comme des références, afin d'évaluer leur présence et leur efficacité thérapeutique, au besoin, avec des valeurs de 0,1 µg/l pour le bisphénol A, de 0,3 µg/l pour le nonylphénol et de 1 ng/l pour le bêta-œstradiol. Toutefois, sur la base d'un avis rendu en 2015 par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), il a été décidé que l'un de ces trois composés, le bisphénol A, devait être ajouté à la présente directive avec une valeur paramétrique fondée sur la santé de 2,5 µg/l. En outre, le nonylphénol et le bêta-œstradiol devraient être ajoutés à la liste de vigilance qui doit être établie par la Commission.

¹⁷ Projet de coopération concernant les paramètres liés à l'eau potable du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe "Support to the revision of Annex I Council Directive 98/83/EC on the quality of water intended for human consumption (Drinking Water Directive) Recommendation [Recommandation de soutien à la révision de l'annexe I de la directive 98/83/CE du Conseil relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (Directive sur l'eau potable)]", 11 septembre 2017.

- (6) En ce qui concerne le plomb, l'OMS a recommandé de conserver la valeur paramétrique actuelle, tout en notant que les concentrations devraient être aussi faibles que possible. Par conséquent, la valeur actuelle de 10 µg/l peut être maintenue pendant quinze ans après l'entrée en vigueur de la présente directive. À la fin de cette période transitoire au plus tard, la valeur paramétrique devrait être de 5 µg/l. Par ailleurs, comme les conduites en plomb existant dans les habitations et les bâtiments sont un problème persistant et que les États membres ne disposent pas toujours du pouvoir nécessaire pour en imposer le remplacement, la valeur de 5 µg/l devrait rester indicative pour ce qui est des obligations applicables aux installations privées de distribution. Toutefois, pour tous les nouveaux matériaux en contact avec l'eau potable, qu'ils soient destinés à être utilisés dans les systèmes d'approvisionnement ou dans les installations privées de distribution, et qui doivent être autorisés conformément à la présente directive, la valeur de 5 µg/l au robinet devrait s'appliquer.
- (7) Afin de répondre aux préoccupations croissantes du public concernant les effets sur la santé humaine des nouveaux composés présents dans les eaux destinées à la consommation humaine (comme les perturbateurs endocriniens, les produits pharmaceutiques et les microplastiques) et de gérer les nouveaux composés émergents dans la chaîne d'approvisionnement, il convient d'introduire dans la présente directive un mécanisme prévoyant une liste de vigilance. Ce mécanisme permettra de répondre aux inquiétudes grandissantes de manière dynamique et flexible. Il permettra également de donner suite aux nouvelles connaissances sur l'importance de ces composés pour la santé humaine et sur les approches et méthodologies les plus appropriées pour la surveillance. Ce mécanisme fondé sur une liste de vigilance pour les eaux destinées à la consommation humaine est un des éléments de réponse proposés dans le contexte de différentes politiques de l'Union dans ce domaine, par exemple les communications de la Commission intitulées "Approche stratégique de l'Union européenne concernant les produits pharmaceutiques dans l'environnement"¹⁸ et "Vers un cadre complet de l'Union européenne en matière de perturbateurs endocriniens"¹⁹, ainsi que les conclusions du Conseil du 26 juin 2019 intitulées "Vers une stratégie de l'Union pour une politique durable en matière de substances chimiques"²⁰.

¹⁸ COM(2019) 128 final.

¹⁹ COM(2018) 734 final.

²⁰ Doc. 10713/19.

- (8) L'OMS a également recommandé que trois valeurs paramétriques soient assouplies et que cinq paramètres soient retirés de la liste. Toutefois, ces modifications ne sont pas toutes considérées comme nécessaires car l'approche fondée sur les risques introduite par la directive (UE) 2015/1787 de la Commission²¹ permet, dans certaines conditions, aux fournisseurs d'eau de retirer un paramètre de la liste des paramètres à surveiller. Les techniques de traitement permettant de respecter ces valeurs paramétriques sont déjà en place.
- (9) Les valeurs paramétriques reposent sur les connaissances scientifiques disponibles ainsi que sur le principe de précaution, et elles sont choisies pour garantir que les eaux destinées à la consommation humaine peuvent être consommées sans danger pendant toute une vie et qu'elles offrent donc un degré élevé de protection sanitaire.
- (10) Il y a lieu de parvenir à un équilibre afin de prévenir les risques tant microbiologiques que chimiques et, à cette fin et à la lumière d'un futur réexamen des valeurs paramétriques, il convient que l'établissement de valeurs paramétriques applicables aux eaux destinées à la consommation humaine soit fondé sur des considérations de santé publique et sur une méthode d'évaluation des risques.
- (11) Les paramètres indicateurs n'ont pas d'incidence directe sur la santé publique. Ils constituent toutefois des moyens importants de déterminer comment les installations de production et de distribution de l'eau fonctionnent et d'évaluer la qualité de l'eau. Ils peuvent contribuer à mettre en évidence des dysfonctionnements dans le traitement de l'eau et jouent également un rôle dans le renforcement et le maintien de la confiance des consommateurs quant à la qualité de l'eau. Ils devraient par conséquent faire l'objet d'une surveillance de la part des États membres.
- (12) Lorsque cela est nécessaire pour protéger la santé humaine sur leur territoire, les États membres devraient être tenus de fixer des valeurs pour des paramètres supplémentaires ne figurant pas à l'annexe I, sur la base du principe de précaution.

²¹ Directive (UE) 2015/1787 de la Commission du 6 octobre 2015 modifiant les annexes II et III de la directive 98/83/CE du Conseil relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (JO L 260 du 7.10.2015, p. 6).

(13) Des eaux saines destinées à la consommation humaine supposent non seulement l'absence de substances et micro-organismes nocifs, mais également la présence de certaines quantités de minéraux naturels et d'éléments essentiels, compte tenu du fait que la consommation de longue durée d'eaux déminéralisées ou d'eaux à très faible teneur en éléments essentiels tels que le calcium et le magnésium peut nuire à la santé humaine. Une certaine quantité de ces minéraux est en outre indispensable pour que les eaux ne soient ni agressives ni corrosives, ainsi que pour améliorer leur saveur. Des concentrations minimales de ces minéraux dans les eaux adoucies ou déminéralisées pourraient être envisagées en fonction des conditions locales.

(14) La planification à titre préventif de la sécurité sanitaire et les éléments fondés sur les risques n'étaient pris en compte que de manière limitée dans la directive 98/83/CE. Les premiers éléments d'une approche fondée sur les risques ont déjà été introduits en 2015 par la directive (UE) 2015/1787, qui a modifié la directive 98/83/CE de manière à permettre aux États membres de déroger aux programmes de surveillance qu'ils ont mis en place, à condition que soient réalisées des évaluations des risques crédibles, qui peuvent être fondées sur les directives de l'OMS pour la qualité de l'eau potable²². Ces directives de l'OMS, qui établissent l'approche dite "des plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau", y compris pour les petites communautés²³, de même que la norme EN 15975-2 relative à la sécurité de l'alimentation en eau potable, constituent des principes reconnus au niveau international sur lesquels se fondent la production et la distribution des eaux destinées à la consommation humaine, ainsi que la surveillance et l'analyse des paramètres correspondants. Il y a lieu de les préserver dans la présente directive. Afin de garantir que l'application de ces principes ne se limite pas aux aspects liés à la surveillance, de concentrer le temps et les ressources sur les risques importants et sur des mesures prises au niveau de la source d'approvisionnement qui soient efficaces au regard des coûts, ainsi que d'éviter les analyses et les efforts portant sur des questions non pertinentes, il convient d'instaurer une approche complète, fondée sur les risques, en matière de sécurité sanitaire de l'eau, qui couvre toute la chaîne d'approvisionnement, depuis la zone de captage jusqu'au point de conformité, en passant par le prélèvement, le traitement, le stockage et la distribution. Cette approche devrait s'appuyer sur les connaissances acquises et les actions mises en œuvre dans le cadre de la directive 2000/60/CE et devrait mieux prendre en considération l'impact du changement climatique sur les ressources en eau. Cette approche fondée sur les risques devrait comporter trois volets: en premier lieu, une évaluation des dangers liés à la zone ou aux zones de captage pour les points de prélèvement ("évaluation et gestion des risques de la ou des zones de captage pour les points de prélèvement"), conformément aux directives et aux plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau de l'OMS²⁴; en deuxième lieu, la possibilité pour le fournisseur d'eau d'adapter la surveillance aux risques principaux et de prendre les mesures

²² Directives pour la qualité de l'eau de boisson, quatrième édition, Organisation mondiale de la santé, 2011 https://www.who.int/water_sanitation_health/publications/drinking-water-quality-guidelines-4-including-1st-addendum/fr/.

²³ http://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0004/243787/Water-safety-plan-Eng.pdf; https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/75145/9789241548427_eng.pdf;jsessionid=2F74141084126319713559E5F4E854C2?sequence=1

²⁴ Plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau: manuel de gestion des risques par étapes à l'intention des fournisseurs d'eau de boisson, Organisation mondiale de la santé, 2009, https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/75141/9789241562638_%20eng.pdf?sequence=1.

nécessaires pour gérer les risques recensés dans la chaîne d'approvisionnement en rapport avec le prélèvement, le traitement, le stockage et la distribution des eaux ("évaluation et gestion des risques pour le système d'approvisionnement"); et enfin, en troisième lieu, une évaluation des éventuels risques liés aux installations privées de distribution (par exemple, *Legionella* ou plomb) ("évaluation et gestion des risques pour les installations privées de distribution"), l'accent étant mis en particulier sur les lieux prioritaires. Ces évaluations devraient être révisées régulièrement, entre autres en réponse aux menaces dues aux événements météorologiques extrêmes liés au climat, aux changements connus dans l'activité humaine dans la zone de prélèvement ou à des incidents concernant la source. L'approche fondée sur les risques garantit la continuité de l'échange d'informations entre les autorités compétentes et les fournisseurs d'eau.

Afin d'alléger la charge administrative potentielle pour les fournisseurs d'eau qui fournissent entre 10 m³ et 100 m³ par jour ou qui approvisionnent entre 50 et 500 personnes, les États membres devraient avoir la possibilité de dispenser ces fournisseurs de réaliser une évaluation des risques liés à l'approvisionnement, pour autant qu'une surveillance régulière soit menée conformément à l'article 13. À titre d'exception, la mise en œuvre de l'approche fondée sur les risques devrait être adaptée aux contraintes spécifiques des navires qui désalinisent l'eau et transportent des passagers. Les navires battant pavillon européen se conforment au cadre réglementaire international lorsqu'ils naviguent dans les eaux internationales. Il faut veiller à ce que la priorité aille aux règlements internationaux existants ou aux normes internationalement reconnues (par exemple le programme d'assainissement des navires mis au point par l'administration de la santé publique des États-Unis) qui sont plus détaillés et plus stricts et qui s'appliquent aux navires dans les eaux internationales.

(15) L'évaluation et la gestion des risques de la ou des zones de captage pour le ou les points de prélèvement devraient reposer sur une approche globale vis-à-vis de l'évaluation des risques et viser la réduction du niveau de traitement nécessaire à la production des eaux destinées à la consommation humaine, par exemple en réduisant les pressions à l'origine de la pollution ou du risque de pollution des masses d'eau servant au prélèvement des eaux destinées à la consommation humaine. À cette fin, les États membres devraient caractériser la ou les zones de captage du ou des points de prélèvement, recenser les dangers susceptibles de détériorer la qualité des eaux, par exemple les sources de pollution possibles pour cette ou ces zones de captage, et, si nécessaire aux fins du recensement des dangers, surveiller les polluants qu'ils considèrent comme pertinents, (par exemple, nitrates, pesticides ou produits pharmaceutiques définis conformément à la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil²⁵), parce qu'ils sont naturellement présents dans la zone de prélèvement (par exemple, l'arsenic), ou sur la base des informations émanant des fournisseurs d'eau (par exemple, augmentation soudaine des valeurs relevées pour un paramètre donné dans l'eau brute). Lorsque des eaux de surface sont utilisées pour la consommation humaine, les États membres devraient accorder une attention particulière, dans leur évaluation des risques, aux microplastiques et aux perturbateurs endocriniens, comme le nonylphénol et le bêta-œstradiol, et, au besoin, imposer aux fournisseurs d'eau de procéder également à la surveillance et/ou au traitement de ces paramètres et d'autres figurant sur la liste de surveillance, s'ils sont considérés comme représentant un danger potentiel pour la santé humaine. Sur la base de l'évaluation des risques de la ou des zones de captage pour le ou les points de prélèvement, il convient de prendre des mesures de gestion visant à prévenir ou à maîtriser les risques recensés afin de garantir la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Lorsqu'un État membre constate, lors du recensement des dangers ou des événements dangereux, qu'un paramètre n'est pas présent dans la ou les zones de captage du ou des points de prélèvement (par exemple parce que la substance concernée n'est jamais présente dans les eaux souterraines ou dans les eaux de surface), il devrait en informer les fournisseurs d'eau concernés et peut autoriser ceux-ci à diminuer la fréquence de surveillance de ce paramètre ou à le retirer de la liste des paramètres à surveiller, sans procéder à une évaluation des risques liés à l'approvisionnement.

²⁵ Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (JO L 327 du 22.12.2000, p. 1).

(16) En vertu de la directive 2000/60/CE, les États membres sont tenus de recenser les masses d'eau utilisées pour le captage d'eaux destinées à la consommation humaine, de les surveiller, et de prendre les mesures nécessaires afin de prévenir la détérioration de leur qualité de manière à réduire le degré de traitement de purification nécessaire à la production d'eau propre à la consommation humaine. Afin d'éviter toute duplication des obligations, il convient que les États membres, lorsqu'ils procèdent au recensement des dangers et à l'identification d'un évènement dangereux, utilisent les résultats disponibles de la surveillance, obtenus conformément aux articles 7 et 8 de la directive 2000/60/CE ou à d'autres dispositions législatives pertinentes de l'Union, qui sont représentatifs pour la ou les zones de captage. Cependant, lorsque de telles données de surveillance ne sont pas disponibles, la surveillance de paramètres, substances ou polluant pertinents pourrait être mise en place afin de faciliter la caractérisation de la zone ou des zones de captage et d'évaluer les risques éventuels. Il convient de mettre en place cette surveillance en tenant compte des situations locales et des sources de pollution.

(17) Le respect des valeurs paramétriques utilisées pour évaluer la qualité des eaux destinées à la consommation humaine doit être assuré au point où les eaux destinées à la consommation humaine sont mises à la disposition du consommateur concerné. Cependant, la qualité des eaux destinées à la consommation humaine peut être influencée par les installations privées de distribution. L'OMS relève que, dans l'Union, de tous les agents pathogènes présents dans l'eau, ce sont les bactéries *Legionella* qui représentent la charge la plus lourde sur le plan sanitaire. Elles se transmettent via les réseaux d'eau chaude, par inhalation, par exemple durant la douche. Elles sont donc très clairement associées aux installations privées de distribution. Étant donné qu'imposer une obligation unilatérale de surveillance de tous les lieux publics ou privés en ce qui concerne cet agent pathogène entraînerait des coûts déraisonnablement élevés, il apparaît qu'une évaluation des risques liés à la distribution privée constituerait une solution davantage adaptée à ce problème. En outre, il convient également de tenir compte, dans l'évaluation des risques liés à la distribution privée, des risques potentiels dus aux produits et aux matériaux entrant en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine. L'évaluation des risques liés à la distribution privée devrait donc consister, entre autres, à axer la surveillance sur des lieux prioritaires recensés par les États membres (comme les hôpitaux, les établissements de soins de santé, les maisons de retraite, les infrastructures d'accueil des enfants, les écoles, les établissements d'enseignement, les bâtiments disposant d'infrastructures d'hébergement, les restaurants, les bars, les centres sportifs et commerciaux, les installations de loisir, récréatives et d'exposition, les établissements pénitentiaires ainsi que les terrains de camping), et à évaluer les risques découlant des installations privées de distribution, ainsi que des produits et matériaux y afférents. Sur la base de cette évaluation, il convient que les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir, entre autres, que des mesures de surveillance et de gestion appropriées (par exemple, en cas de foyers de maladies) soient en place, conformément aux orientations de l'OMS²⁶, et que la migration à partir des produits de construction ne menace pas la santé humaine.

²⁶ "Legionella and the prevention of Legionellosis", Organisation mondiale de la santé, 2007, https://www.who.int/water_sanitation_health/emerging/legionella.pdf

(18) Les dispositions de la directive 98/83/CE relatives à la garantie de qualité du traitement, des équipements et des matériaux n'ont pas permis d'établir une manière uniforme d'assurer le respect des exigences en matière d'hygiène applicables aux produits de construction entrant en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine. Par conséquent, des agréments sont en place au niveau national pour ces produits, avec des exigences qui diffèrent d'un État membre à l'autre, ce qui rend difficile et coûteuse pour les fabricants la commercialisation de leurs produits dans l'ensemble de l'Union. Cette situation est coûteuse pour les États membres également. En outre, il est difficile pour les consommateurs et les entreprises fournissant de l'eau potable de savoir si les produits satisfont aux prescriptions sanitaires. L'établissement, dans la présente directive, d'exigences minimales pour les matériaux entrant en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine contribuera à atteindre un niveau uniforme de protection de la santé dans l'ensemble de l'UE et permettra d'améliorer le fonctionnement du marché intérieur. En outre, le règlement (UE) 2019/1020 établit, à l'échelle européenne, un mécanisme général de surveillance du marché pour les produits, afin de garantir que seuls les produits conformes, qui satisfont à des exigences prévoyant un niveau élevé de protection des intérêts publics, par exemple la santé et la sécurité en général, la santé et la sécurité sur le lieu de travail, la protection des consommateurs, la protection de l'environnement et la sécurité publique, soient mis sur le marché de l'Union. Ce règlement prévoit que si une nouvelle législation d'harmonisation de l'Union est adoptée à l'avenir, c'est elle qui devra déterminer si le règlement (UE) 2019/1020 s'applique également à cette législation. Afin de garantir que des mesures appropriées de surveillance du marché puissent être prises en ce qui concerne les produits qui ne sont pas déjà couverts par le règlement (UE) 2019/1020 mais qui seraient concernés par la présente directive, il convient dès lors de prévoir que ledit règlement s'applique à ces produits.

(19) La nature des matériaux entrant en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine peut avoir une incidence sur la qualité de ces eaux par la migration de substances potentiellement dangereuses, en favorisant le développement de la flore microbienne ou en exerçant une influence sur l'odeur, la couleur ou la saveur de ces eaux. L'évaluation de la directive 98/83/CE a fait apparaître que l'article portant sur la garantie de qualité du traitement, des équipements et des matériaux offrait une trop grande souplesse juridique, qui a conduit à des disparités, sur le territoire de l'UE, entre les systèmes nationaux d'autorisation relatifs aux matériaux entrant en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine. Il est donc nécessaire d'établir des exigences minimales plus spécifiques en matière d'hygiène pour les matériaux qui sont destinés à être utilisés dans le prélèvement, le traitement ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine dans les nouvelles installations ou dans les installations existantes en cas de travaux de réparation ou de construction, afin de veiller à ce que ces matériaux ne nuisent pas, directement ou indirectement, à la santé humaine, n'altèrent pas la couleur, l'odeur ou la saveur des eaux, ne favorisent pas le développement de la flore microbienne dans les eaux ou ne libèrent pas de contaminants dans les eaux à des niveaux supérieurs à ce qui est nécessaire au regard de leur destination. À cette fin, la présente directive devrait fixer des exigences minimales en matière d'hygiène pour les matériaux en établissant des méthodes d'évaluation, une liste positive européenne pour les substances, compositions ou composants de départ, des méthodes et des procédures (administratives) pour l'ajout ou le réexamen de substances ou de compositions de départ sur la liste positive européenne, ainsi que des procédures et des méthodes pour tester les matériaux finaux utilisés dans un produit issu de combinaisons de substances, compositions ou composants de départ figurant sur la liste positive européenne. Afin de ne pas freiner l'innovation, la Commission devrait veiller à ce que ces procédures soient proportionnées et ne créent pas de charge excessive pour les opérateurs économiques, en particulier les PME. Dans la mesure du possible, ces procédures devraient être alignées sur la législation existante de l'Union concernant les produits, de façon à éviter une double charge obligeant les opérateurs économiques à effectuer différentes évaluations de la conformité pour le même produit.

(20) La liste positive européenne est une liste des substances, compositions ou composants de départ, en fonction du type de matériaux (organiques, de cimenterie, métalliques, céramiques et émail ou d'autres matériaux inorganiques), dont l'utilisation est autorisée pour la fabrication de matériaux, y compris, s'il y a lieu, les conditions relatives à leur utilisation et les limites de migration. L'inscription d'une substance ou d'une composition de départ sur la liste positive européenne nécessite une évaluation des risques portant sur la substance de départ elle-même ainsi que sur les impuretés pertinentes et les produits de réaction et de dégradation prévisibles dans le cadre de l'utilisation envisagée. Cette évaluation effectuée par le demandeur ou l'autorité nationale devrait porter sur les risques pour la santé liés à la migration potentielle dans les pires conditions d'utilisation prévisibles ainsi que sur la toxicité. Sur la base de l'évaluation des risques, la liste positive européenne devrait, s'il y a lieu, être assortie de spécifications relatives à la substance, à la composition ou au composant de départ et de restrictions afférentes à leur utilisation, de restrictions quantitatives ou de limites de migration pour la substance de départ, les impuretés éventuelles et les produits de réaction ou les composants afin de garantir la sécurité du matériau final devant être utilisé dans un produit en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine. En vue d'établir la première liste positive européenne, les listes positives nationales de substances et de compositions de départ ou les autres dispositions nationales, les méthodes ayant conduit à l'établissement de ces listes et dispositions nationales, ainsi que les évaluations des risques qui les accompagnent pour chacune des substances et compositions de départ, devraient être communiquées à l'Agence européenne des produits chimiques créée par le règlement (CE) n° 1907/2006 (ci-après dénommée "l'Agence"). Sur cette base, l'Agence devrait recommander une liste récapitulative à la Commission. Avant que la Commission réexamine la liste, c'est-à-dire au plus tard quinze ans après son adoption, l'Agence devrait réexaminer les substances, compositions et composants de départ figurant sur la première liste positive européenne et rendre un avis à leur propos. Aux fins de la mise à jour de la liste positive européenne, l'Agence devrait rendre des avis sur l'inclusion ou la suppression de substances et de compositions.

Afin de faciliter la vérification uniforme de la conformité des produits avec les exigences de la présente directive, la Commission devrait demander au Comité européen de normalisation (CEN) d'élaborer des normes pour l'essai et l'évaluation uniformes des produits en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine. Lorsque la Commission établit et met à jour la liste positive européenne, elle devrait veiller à ce que tous les actes ou mandats de normalisation pertinents qu'elle adopte en vertu d'autres actes législatifs de l'Union soient compatibles avec les exigences de la présente directive.

En outre, au plus tard neuf ans après la date de transposition de la présente directive, il conviendrait d'examiner le fonctionnement de ce système pour déterminer si la protection de la santé humaine est garantie dans l'ensemble de l'Union et si le fonctionnement du marché intérieur des produits entrant en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine et utilisant des matériaux agréés est correctement assuré. De plus, il conviendrait de déterminer si une nouvelle proposition législative en la matière est nécessaire, compte tenu en particulier des résultats des évaluations prévues par le règlement (UE) n° 1935/2004²⁷ et le règlement (UE) n° 305/2011.

²⁷ Règlement (CE) n° 1935/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 concernant les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires et abrogeant les directives 80/590/CEE et 89/109/CEE (JO L 338 du 13.11.2004, p. 4).

- (21) Les produits en contact avec les eaux destinées à la consommation devraient être constitués d'un matériau ou d'une combinaison de matériaux agréés conformément à la présente directive. Cependant, la présente directive ne porte que sur les aspects liés à la santé et à l'hygiène des matériaux et substances utilisés dans les produits, en ce qui concerne leur incidence sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, ainsi que sur les règles relatives aux essais de conformité et au contrôle de la qualité des produits finaux. Elle ne porte pas sur d'autres exigences, telles que les règles relatives à la manière d'exprimer les performances ou les règles sur la sécurité structurelle, qui peuvent être réglementées ou fondées sur des dispositions adoptées en vertu de la législation de l'Union concernant l'harmonisation, par exemple le règlement (UE) n° 305/2011 ou le règlement (UE) 2016/426. La coexistence entre les aspects liés aux risques en matière de santé et d'hygiène harmonisés par la présente directive et les aspects liés aux risques en matière de sécurité et autres sur lesquels porte la législation de l'Union relative à l'harmonisation ne sera pas à l'origine de conflits pour autant qu'il n'y ait pas de chevauchement entre les risques couverts des deux côtés. Il existe néanmoins un risque de conflit entre le règlement (UE) n° 305/2011 et la présente directive, étant donné que l'annexe I, point 3, e), dudit règlement, établit que l'une des exigences de base pour les ouvrages de construction est l'absence de "rejet de substances dangereuses dans l'eau potable ou de substances ayant un impact négatif sur l'eau potable". Toutefois, il n'y aura pas de chevauchement si aucun mandat de normalisation n'est délivré au titre du règlement (UE) n° 305/2011 en ce qui concerne les aspects liés à la santé et à l'hygiène des produits en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine.
- (22) Il convient de garantir, au niveau de l'Union, l'efficacité de la prise de décision, de la coordination et de la gestion des aspects techniques, scientifiques et administratifs de la présente directive en ce qui concerne les matériaux en contact avec l'eau. L'Agence devrait effectuer les tâches spécifiées en ce qui concerne l'évaluation des substances et compositions pour les matériaux entrant en contact avec l'eau. En conséquence, le comité d'évaluation des risques de l'Agence créé en vertu de l'article 76, paragraphe 1, point c), du règlement (CE) n° 1907/2006, devrait, en rendant des avis, faciliter l'accomplissement de certaines tâches confiées à l'Agence par la présente directive.

(23) Des produits chimiques de traitement et des éléments de filtrage pourraient être utilisés pour traiter l'eau brute afin d'obtenir une eau propre à la consommation humaine. Les produits chimiques de traitement et les éléments de filtrage peuvent toutefois présenter des risques pour la sécurité sanitaire de l'eau potable. Par conséquent, les procédures de traitement et de désinfection des eaux destinées à la consommation humaine devraient garantir l'utilisation de produits chimiques de traitement et d'éléments de filtrage qui soient efficaces, sans danger et bien gérés afin d'éviter les effets néfastes pour la santé des consommateurs. Dans cette optique, les produits chimiques de traitement et les éléments de filtrage doivent être évalués du point de vue de leurs caractéristiques, des exigences en matière d'hygiène et de leur pureté, et ils ne devraient pas être utilisés plus que nécessaire afin d'éviter les risques pour la santé humaine. Les produits chimiques de traitement ne devraient pas favoriser le développement de la flore microbienne, sauf s'ils sont destinés à le faire (par exemple, aux fins de la dénitrification microbienne). Les États membres devraient garantir l'assurance de la qualité des produits chimiques de traitement et des éléments de filtrage, sans préjudice du règlement (UE) n° 528/2012 et en utilisant, le cas échéant, les normes EN existantes.

Il est essentiel de veiller à ce que chaque produit, ainsi que les contenants de réactifs chimiques et d'éléments de filtrage, qui entrent en contact avec de l'eau potable mise sur le marché, portent un marquage lisible et indélébile informant les consommateurs, les fournisseurs d'eau, les installateurs, les autorités et les organismes de régulation que l'article convient pour être utilisé en contact avec l'eau potable (selon les conditions requises).

En outre, conformément à l'article 2, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 528/2012, les États membres devraient être autorisés à restreindre ou interdire l'utilisation de produits biocides dans l'approvisionnement public en eau potable.

- (24) Afin de réduire autant que possible la présence potentielle de plomb dans les eaux destinées à la consommation humaine, les composants en plomb des installations privées de distribution peuvent être remplacés, en particulier lors de travaux de réparation ou de reconstruction des installations existantes. Ces composants devraient être remplacés par des matériaux qui respectent les exigences minimales applicables aux matériaux entrant en contact avec l'eau établies par la présente directive. Pour accélérer ce processus, les États membres devraient envisager et prendre, lorsqu'il y a lieu, des mesures aux fins du remplacement des composants en plomb des installations privées de distribution existantes, lorsque cela est économiquement et techniquement possible.
- (25) Il y a lieu que chaque État membre veille à l'établissement de programmes de surveillance pour vérifier que les eaux destinées à la consommation humaine répondent aux exigences de la présente directive. La majeure partie de la surveillance effectuée aux fins de la présente directive incombe aux fournisseurs d'eau. Une certaine souplesse devrait être accordée aux fournisseurs d'eau en ce qui concerne les paramètres qu'ils surveillent aux fins de l'évaluation et de la gestion des risques liés au système d'approvisionnement. En cas de non-détection d'un paramètre, les fournisseurs d'eau devraient pouvoir réduire la fréquence de la surveillance ou mettre complètement fin à celle-ci. L'évaluation des risques du système d'approvisionnement devrait s'appliquer à la plupart des paramètres. Il convient cependant que des paramètres fondamentaux, recensés sur une liste, fassent toujours l'objet d'une surveillance à une fréquence minimale donnée. La présente directive fixe essentiellement les dispositions relatives à la fréquence de la surveillance aux fins des vérifications de conformité et établit un nombre limité de dispositions relatives à la surveillance à des fins opérationnelles. La surveillance supplémentaire à des fins opérationnelles peut s'avérer nécessaire afin de garantir le bon fonctionnement du traitement des eaux; elle est laissée à la discrétion des fournisseurs d'eau. À cet égard, les fournisseurs d'eau peuvent se référer aux directives et aux plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau de l'OMS.
- (26) Il convient que l'approche fondée sur les risques s'applique à tous les fournisseurs d'eau, y compris aux fournisseurs d'eau à petite échelle, car l'évaluation de la directive 98/83/CE a fait apparaître des failles dans la mise en œuvre de cette approche par ces fournisseurs, parfois en raison du coût engendré par l'exécution d'opérations de surveillance superflues. L'application de l'approche fondée sur les risques devrait tenir compte des préoccupations relatives à la sécurité de l'eau.

- (27) Il y a lieu que, en cas de non-respect des normes imposées par la présente directive, l'État membre concerné en recherche immédiatement les causes et veille à ce que les mesures correctives nécessaires soient prises le plus rapidement possible afin de rétablir la qualité des eaux. Dans le cas où l'approvisionnement en eau constitue un danger potentiel pour la santé humaine, il y a lieu d'interdire la fourniture des eaux concernées ou d'en restreindre l'utilisation. En outre, en cas de non-respect des exigences minimales applicables pour des valeurs relatives aux paramètres microbiologiques et chimiques, les États membres devraient considérer ce non-respect comme un danger potentiel pour la santé humaine, sauf lorsqu'il est jugé négligeable. Dans le cas où de telles mesures correctives sont nécessaires pour rétablir la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, conformément aux dispositions de l'article 191, paragraphe 2, du traité, il convient de donner la priorité aux mesures qui règlent le problème à la source.
- (28) Il y a lieu d'autoriser les États membres à continuer d'accorder, sous certaines conditions et dans des circonstances dûment justifiées, des dérogations à la présente directive et, à cet égard, il est nécessaire d'établir un cadre adéquat à de telles dérogations, pour autant qu'elles ne constituent pas un danger potentiel pour la santé des personnes et qu'il n'existe pas d'autre moyen raisonnable de maintenir la distribution des eaux destinées à la consommation humaine dans le secteur concerné. Ces dérogations devraient être limitées à certains cas. Il convient que les dérogations accordées par les États membres en vertu de l'article 9 de la directive 98/83/CE et toujours applicables à la date finale de transposition de la présente directive continuent de s'appliquer jusqu'à la fin de la dérogation et qu'elles ne soient renouvelées conformément à la présente directive que lorsque la seconde dérogation n'a pas encore été accordée.

(29) La Commission, dans sa réponse à l'initiative citoyenne européenne "L'eau, un droit humain" de 2014²⁸, a invité les États membres à garantir l'accès à un approvisionnement minimal en eau pour tous les citoyens, conformément aux recommandations de l'OMS. Elle s'est également engagée à continuer à améliorer l'accès à une eau potable saine pour l'ensemble de la population grâce à des politiques environnementales²⁹. Cette démarche est conforme à l'objectif de développement durable 6 des Nations unies et à sa cible associée consistant à "assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable". Afin de prendre en compte les aspects de l'accès à l'eau qui concernent la qualité et la disponibilité, et dans le cadre de la réponse à l'initiative citoyenne européenne, et afin de contribuer à la mise en œuvre du principe 20 du socle européen des droits sociaux³⁰, aux termes duquel "toute personne a le droit d'accéder à des services essentiels de qualité, y compris l'eau", les États membres devraient résoudre la question de l'accès à l'eau au niveau national tout en bénéficiant d'une certaine marge de manœuvre quant à la nature précise des mesures à mettre en œuvre. Cet objectif devrait être atteint grâce à des mesures visant à améliorer l'accès de tous aux eaux destinées à la consommation humaine, notamment en créant des équipements intérieurs et extérieurs dans les espaces publics, lorsque c'est techniquement possible, ainsi qu'à des mesures en faveur de l'utilisation de l'eau du robinet, par exemple en encourageant la fourniture d'eaux destinées à la consommation humaine à titre gratuit dans les lieux publics, ou à titre gratuit ou moyennant des frais de service peu élevés aux clients des restaurants, cantines et services de restauration.

(30) L'Union et les États membres ont pris des engagements, dans les limites de leurs compétences respectives, vis-à-vis des objectifs de développement durable (ODD), tout en étant conscients que le suivi et l'évaluation des progrès accomplis à l'égard des ODD aux niveaux national, régional et mondial incombent avant tout aux États membres. Certains des ODD, de même que le droit d'accès à l'eau, ne relèvent pas de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, pas plus que de sa politique sociale, de nature limitée et complémentaire. Tout en tenant compte des limites des compétences de l'Union, il convient néanmoins de veiller à ce que l'engagement constant des États membres en faveur du droit d'accès à l'eau soit conforme à la présente directive, et qu'il respecte le principe de subsidiarité.

²⁸ COM(2014)177 final.

²⁹ COM(2014)177 final, p. 12.

³⁰ Proclamation interinstitutionnelle sur le socle européen des droits sociaux (2017/C 428/09) du 13 novembre 2017 (JO C 428 du 13.12.2017, p. 10).

À cet égard, les États membres déploient actuellement des efforts considérables pour améliorer l'accès aux eaux destinées à la consommation humaine. Par ailleurs, le protocole sur l'eau et la santé à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux de la CEE-ONU et du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, auquel de nombreux États membres sont également parties, vise à protéger la santé humaine grâce à une meilleure gestion de l'eau et à une diminution des maladies liées à l'eau. Les États membres pourraient avoir recours aux documents d'orientation qui ont été élaborés dans le cadre de ce protocole pour évaluer le contexte général³¹ et établir un état des lieux en matière d'accès à l'eau³² et pour définir les mesures nécessaires³³ en vue d'améliorer l'équité en matière d'accès de tous à l'eau.

³¹ https://www.unece.org/env/water/publications/ece_mp.wh_6.html

³² https://www.unece.org/env/water/publications/ece_mp.wh_8.html

³³ <https://www.unece.org/environmental-policy/conventions/water/envwaterpublicationspub/brochuresabout-the-protocol-on-water-and-health/2016/guidance-note-on-the-development-of-action-plans-toensure-equitable-access-to-water-and-sanitation/doc.html>

- (31) Le Parlement européen, dans sa résolution sur le suivi de l'initiative citoyenne européenne "L'eau, un droit humain" (Right2Water)³⁴ a "fait observer que les États membres devraient accorder une attention particulière aux besoins des groupes vulnérables de la société"³⁵. La situation spécifique de cultures minoritaires, telles que les Roms et les Gens du voyage, que ces populations soient sédentaires ou non – en particulier leur manque d'accès à l'eau potable – a également été reconnue par le rapport sur la mise en œuvre du cadre de l'UE pour les stratégies nationales d'intégration des Roms³⁶ et par la recommandation du Conseil relative à des mesures efficaces d'intégration des Roms dans les États membres³⁷. Dans ce contexte général, il convient que les États membres accordent une attention particulière aux groupes vulnérables et marginalisés en prenant les mesures nécessaires pour améliorer l'accès à l'eau pour ces groupes. Sans préjudice du droit des États membres de définir ces groupes, il serait important que ces groupes incluent les réfugiés, les communautés nomades, les sans domicile et les cultures minoritaires telles que les Roms et les Gens du voyage, qu'ils soient sédentaires ou non. Ces mesures visant à améliorer l'accès à l'eau, laissées à l'appréciation des États membres, pourraient par exemple inclure le recours à des systèmes d'approvisionnement alternatifs (systèmes de traitement individuels), la fourniture d'eau par camions-citernes (poids lourds et citernes) et la mise en place des infrastructures nécessaires dans les camps.
- (32) Afin de sensibiliser davantage les consommateurs aux conséquences de la consommation d'eau, il convient qu'ils reçoivent des informations sous forme aisément accessible, par exemple avec leur facture ou par l'intermédiaire d'une application intelligente, sur le volume d'eau consommé par an, son évolution, une comparaison avec la consommation moyenne des ménages, lorsque de telles informations sont à la disposition du fournisseur d'eau, ainsi que sur le prix au litre des eaux destinées à la consommation humaine, afin de permettre la comparaison avec le prix de l'eau en bouteille.

³⁴ P8_TA(2015)0294.

³⁵ P8_TA(2015)0294, point 62.

³⁶ COM(2014) 209 final.

³⁷ Recommandation 2013/C 378/01 du Conseil du 9 décembre 2013 relative à des mesures efficaces d'intégration des Roms dans les États membres (JO C 378 du 24.12.2013, p. 1).

(33) Conformément au 7^e programme d'action pour l'environnement à l'horizon 2020 "Bien vivre, dans les limites de notre planète"³⁸, le public doit avoir accès à des informations claires en matière d'environnement au niveau national. La directive 98/83/CE ne prévoyait qu'un accès passif aux informations, ce qui signifie que les États membres pouvaient se contenter de garantir la disponibilité des informations. Il y a donc lieu de remplacer ces dispositions afin de garantir que des informations actualisées soient accessibles aux consommateurs en ligne, d'une manière conviviale et personnalisée. Les consommateurs devraient également être en mesure de demander l'accès à ces informations par d'autres moyens, sur demande justifiée.

Les informations actualisées devraient inclure les résultats des programmes de surveillance, les procédés de traitement ou de désinfection de l'eau appliqués, des informations relatives au dépassement des valeurs paramétriques pertinentes pour la santé humaine, des informations pertinentes sur l'évaluation et la gestion des risques liés au système d'approvisionnement, des conseils sur les moyens de réduire la consommation d'eau et d'éviter les risques pour la santé liés aux eaux stagnantes, mais également des informations supplémentaires susceptibles d'être utiles au public, telles que des informations sur les indicateurs (fer, dureté, minéraux, etc.) qui influencent souvent la perception qu'ont les consommateurs de l'eau du robinet. En outre, pour répondre à l'intérêt des consommateurs pour les questions liées à l'eau, il convient de donner accès, aux consommateurs qui le demandent, aux données historiques disponibles concernant les résultats de la surveillance et les dépassements.

Pour les fournisseurs d'eau fournissant au moins 10 000 m³ par jour ou desservant au moins 50 000 personnes, des informations supplémentaires concernant notamment l'efficacité des performances, les taux de fuite, la structure de propriété et la structure tarifaire devraient également être disponibles en ligne. L'amélioration des connaissances des consommateurs sur des informations pertinentes et l'amélioration de la transparence devraient viser à renforcer la confiance des citoyens dans l'eau qui leur est fournie, ainsi que dans les services liés à l'utilisation de l'eau, et devraient conduire à une augmentation de l'utilisation de l'eau du robinet comme eau potable, ce qui pourrait contribuer ainsi à réduire l'utilisation du plastique, les déchets plastiques et les émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu'à avoir un effet positif sur l'atténuation des effets du changement climatique et sur l'environnement dans son ensemble.

³⁸ Décision n° 1386/2013/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 relative à un programme d'action général de l'Union pour l'environnement à l'horizon 2020 "Bien vivre, dans les limites de notre planète" (JO L 354 du 28.12.2013, p. 171).

- (34) Avec l'amélioration des techniques de surveillance, les taux de fuite sont devenus de plus en plus apparents. Pour améliorer l'efficacité des infrastructures dans le domaine de l'eau et, notamment, éviter la surexploitation de ressources limitées en eaux destinées à la consommation humaine, les taux de fuite devraient être évalués par tous les États membres et réduits s'ils dépassent un certain seuil.
- (35) La directive 2003/4/CE du Parlement européen et du Conseil³⁹ a pour objectif de garantir le droit d'accès aux informations environnementales dans les États membres conformément à la convention d'Aarhus. Elle englobe de larges obligations ayant trait à l'accès sur demande aux informations environnementales et à la diffusion active de celles-ci. La directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil⁴⁰ a également une portée très étendue et couvre la mise en commun des informations géographiques, notamment des séries de données relatives à divers sujets environnementaux. Il importe que les dispositions de la présente directive liées à l'accès à l'information et au partage de données complètent lesdites directives et ne créent pas un régime juridique distinct. Dès lors, il convient que les dispositions de la présente directive relatives à l'information du public et aux informations concernant le contrôle de la mise en œuvre soient sans préjudice des directives 2003/4/CE et 2007/2/CE.

³⁹ Directive 2003/4/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la directive 90/313/CEE du Conseil (JO L 41 du 14.2.2003, p. 26).

⁴⁰ Directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) (JO L 108 du 25.4.2007, p. 1).

- (36) La directive 98/83/CE ne prévoyait pas d'obligations en matière de rapports pour les fournisseurs d'eau à petite échelle. Pour remédier à cette situation, et afin de répondre au besoin d'informations relatives à la mise en œuvre et au respect des obligations, il y a lieu d'instaurer un nouveau système en vertu duquel les États membres sont tenus d'établir, d'actualiser et de mettre à la disposition de la Commission et de l'Agence européenne pour l'environnement des séries de données contenant uniquement des informations pertinentes, telles que les dépassements des valeurs paramétriques et les incidents d'une certaine importance. Cela devrait permettre de limiter autant que possible la charge administrative pesant sur toutes les entités. En vue de garantir que des infrastructures adaptées soient disponibles aux fins de l'accès public, de l'établissement de rapports et du partage de données entre autorités publiques, les États membres devraient fonder les spécifications relatives aux données sur la directive 2007/2/CE ainsi que sur ses actes d'exécution.
- (37) Les données communiquées par les États membres ne sont pas seulement nécessaires aux fins de la vérification du respect des obligations mais sont également essentielles pour permettre à la Commission de surveiller et d'évaluer les performances de la législation au regard des objectifs qu'elle poursuit, ce qui servira de base aux évaluations futures de la législation conformément au paragraphe 22 de l'accord interinstitutionnel entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne "Mieux légiférer" du 13 avril 2016⁴¹. Dans ce contexte, il est indispensable de disposer de données pertinentes permettant une meilleure évaluation de l'efficacité, l'effectivité, la pertinence et la valeur ajoutée au niveau de l'Union de la directive, d'où la nécessité de prévoir des mécanismes de communication appropriés pouvant également servir d'indicateurs pour les évaluations futures de la présente directive.
- (38) Conformément au paragraphe 22 de l'accord interinstitutionnel "Mieux légiférer", la Commission devrait procéder à une évaluation de la présente directive dans un certain laps de temps suivant la date fixée pour sa transposition. Ladite évaluation devrait être fondée sur l'expérience acquise et les données recueillies au cours de la mise en œuvre de la directive, sur les recommandations de l'OMS disponibles, ainsi que sur des données scientifiques, analytiques et épidémiologiques pertinentes.

⁴¹JO L 123 du 12.5.2016, p. 1.

(39) La présente directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes reconnus par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Elle vise notamment à promouvoir les principes relatifs aux soins de santé, à l'accès aux services d'intérêt économique général, à la protection de l'environnement et à la protection des consommateurs.

(40) Pour assurer l'efficacité de la présente directive et réaliser son objectif, à savoir la protection de la santé humaine dans le cadre de la politique environnementale de l'Union, il convient que les personnes physiques ou morales ou, éventuellement, leurs organisations dûment constituées puissent s'appuyer sur ses dispositions dans des procédures judiciaires et que les juridictions nationales puissent les prendre en considération en tant qu'éléments du droit de l'Union afin, notamment, de contrôler les décisions d'une autorité nationale lorsque c'est nécessaire. En outre, conformément à une jurisprudence constante de la Cour de justice, en application du principe de coopération loyale consacré à l'article 4, paragraphe 3, du TUE, il appartient aux juridictions des États membres d'assurer la protection juridictionnelle des droits que la législation de l'Union confère aux personnes; l'article 19, paragraphe 1, du TUE impose en outre aux États membres d'établir les voies de recours nécessaires pour assurer une protection juridictionnelle effective dans les domaines couverts par le droit de l'Union. Ceci vaut tout particulièrement pour une directive dont l'objectif est de protéger la santé humaine des effets négatifs de toute contamination des eaux destinées à la consommation humaine. En outre, conformément à la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement⁴², il convient que les membres du public concernés aient accès à la justice, afin de contribuer à la sauvegarde du droit de tout un chacun de vivre dans un environnement propre à assurer sa santé et son bien-être. En vertu de la décision (UE) 2018/881 du Conseil du 18 juin 2018⁴³, la Commission a été invitée à réaliser une étude pour le 30 septembre 2019 et, le cas échéant pour tenir compte des résultats de l'étude, à soumettre pour le 30 septembre 2020 une proposition visant à modifier le règlement (CE) n° 1367/2006⁴⁴ afin de répondre aux conclusions du comité d'examen du respect des dispositions de la convention d'Aarhus dans l'affaire ACCC/C/2008/32. La Commission a soumis l'étude dans ce délai et a indiqué, dans sa communication du 11 décembre 2019 sur un pacte vert pour l'Europe,⁴⁵ qu'elle "envisagera[it] de réviser le règlement Aarhus afin d'améliorer l'accès au contrôle administratif et juridictionnel au niveau de l'UE pour les citoyens et les ONG qui ont des doutes sur la légalité des décisions ayant des incidences sur l'environnement." Il importe que la Commission prenne également des mesures pour améliorer l'accès à la justice des citoyens et des ONG devant les juridictions nationales de tous les États membres.

⁴² JO L 124 du 17.5.2005, p. 4.

⁴³ Décision (UE) 2018/881 du Conseil du 18 juin 2018 invitant la Commission à soumettre une étude sur les moyens dont dispose l'Union pour répondre aux conclusions du comité d'examen du respect des dispositions de la convention d'Aarhus dans l'affaire ACCC/C/2008/32 et, le cas échéant pour tenir compte des résultats de l'étude, une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1367/2006

⁴⁴ Règlement (CE) n° 1367/2006 du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 concernant l'application aux institutions et organes de la Communauté européenne des dispositions de la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (JO L 264 du 25.9.2006, p. 13).

⁴⁵ COM(2019) 640 final.

(41) Afin de permettre l'adaptation de la présente directive au progrès scientifique et technique ou l'établissement d'exigences en matière de surveillance aux fins de l'évaluation des dangers et des risques liés à la distribution privée, il convient de déléguer à la Commission le pouvoir d'adopter des actes conformément à l'article 290 du traité afin qu'elle puisse fixer un seuil pour les fuites, déterminer la procédure d'évaluation de la conformité des produits en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine, définir une procédure pour les demandes adressées à l'Agence en vue d'ajouter des substances aux listes positives ou d'en retirer des substances, établir un marquage pour les produits en contact avec l'eau, adopter une méthode de mesure des microplastiques et modifier l'annexe III ainsi que la valeur paramétrique pour le bisphénol A dans l'annexe I, partie B. En particulier, pour assurer leur égale participation à la préparation des actes délégués, le Parlement européen et le Conseil reçoivent tous les documents au même moment que les experts des États membres, et leurs experts ont systématiquement accès aux réunions des groupes d'experts de la Commission traitant de la préparation des actes délégués. En outre, l'habilitation prévue à l'annexe I, partie C, note 10, de la directive 98/83/CE en ce qui concerne l'adoption des fréquences et des méthodes de surveillance pour les substances radioactives est devenue obsolète en raison de l'adoption de la directive 2013/51/Euratom du Conseil⁴⁶; il y a donc lieu de la supprimer. L'habilitation visée à l'annexe III, partie A, deuxième alinéa, de la directive 98/83/CE relative aux modifications à apporter à ladite directive n'est plus nécessaire et devrait être supprimée.

⁴⁶ Directive 2013/51/Euratom du Conseil du 22 octobre 2013 fixant des exigences pour la protection de la santé de la population en ce qui concerne les substances radioactives dans les eaux destinées à la consommation humaine (JO L 296 du 7.11.2013, p. 12).

- (42) Afin d'assurer des conditions uniformes d'exécution de la présente directive, il convient de conférer des compétences d'exécution à la Commission pour l'adoption de méthodes d'essai et d'acceptation des substances, des listes positives européennes de substances ainsi que des procédures et méthodes applicables aux matériaux finaux produits à partir de ces substances. Il convient également de conférer des compétences d'exécution à la Commission en ce qui concerne l'adoption du format et des modalités de présentation des informations relatives à la mise en œuvre de la présente directive qui doivent être fournies par les États membres et recueillies par l'Agence européenne pour l'environnement, ainsi que l'établissement et l'actualisation d'une liste de vigilance. Ces compétences devraient être exercées en conformité avec le règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil⁴⁷.
- (43) Sans préjudice des exigences de la directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil⁴⁸, il convient que les États membres déterminent le régime des sanctions applicables aux violations des dispositions de la présente directive et assurent la mise en œuvre de celles-ci. Les sanctions devraient être efficaces, proportionnées et dissuasives.

⁴⁷ Règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission (JO L 55 du 28.2.2011, p. 13).

⁴⁸ Directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal (JO L 328 du 6.12.2008, p. 28).

- (44) Pour que les fournisseurs d'eau aient à leur disposition une série complète de données lorsqu'ils commencent à appliquer une évaluation des risques liés à l'approvisionnement, il convient d'introduire une période de transition de trois ans pour les nouveaux paramètres. Cela permettra aux États membres d'effectuer le recensement des dangers et des événements dangereux au cours des trois premières années qui suivent la date finale de transposition de la présente directive, grâce à quoi des données relatives à ces nouveaux paramètres pourront déjà être communiquées aux fournisseurs d'eau, ce qui évitera à ces derniers de prendre des mesures de surveillance inutiles, si ce premier recensement de dangers et d'événements dangereux devait montrer qu'il n'est pas nécessaire de surveiller un paramètre donné. Au cours de ces trois premières années, les fournisseurs d'eau devraient néanmoins effectuer l'évaluation des risques liés à l'approvisionnement (ou utiliser des évaluations des risques existantes, déjà effectuées en vertu de la directive (UE) 2015/1787) pour les paramètres qui figuraient à l'annexe I de la directive 98/83/CE, étant donné que des données seront déjà disponibles pour ces paramètres lorsque la présente directive entrera en vigueur.
- (45) La directive 2013/51/Euratom fixe des dispositions spécifiques pour la surveillance des substances radioactives dans les eaux destinées à la consommation humaine. Par conséquent, la présente directive ne devrait pas fixer de valeurs paramétriques en matière de radioactivité.
- (46) Étant donné que l'objectif de la présente directive, à savoir la protection de la santé humaine, ne peut pas être atteint de manière suffisante par les États membres mais peut, en raison de ses dimensions et de ses effets, l'être mieux au niveau de l'Union, celle-ci peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité sur l'Union européenne. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, la présente directive n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs.
- (47) L'obligation de transposer la présente directive en droit interne doit être limitée aux dispositions qui constituent une modification de fond par rapport aux directives précédentes. L'obligation de transposer les dispositions inchangées résulte des directives précédentes.
- (48) La présente directive ne doit pas porter atteinte aux obligations des États membres concernant les délais de transposition en droit national des directives indiqués à l'annexe VI, partie B,

ONT ADOPTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

Article premier

Objectif

1. La présente directive concerne la qualité des eaux destinées à la consommation humaine pour tous dans l'Union européenne.
2. L'objectif de la directive est de protéger la santé humaine des effets néfastes de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine en garantissant la salubrité et la propreté de celles-ci, ainsi que d'améliorer l'accès à ces eaux.

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente directive, on entend par:

- 1) "eaux destinées à la consommation humaine":
 - a) toutes les eaux, soit en l'état, soit après traitement, destinées à la boisson, à la cuisson, à la préparation d'aliments, ou à d'autres usages privés, quelle que soit leur origine et qu'elles soient fournies par un réseau de distribution, à partir d'un camion-citerne ou d'un bateau-citerne, ou en bouteilles ou dans des conteneurs, y compris les eaux de source;
 - b) toutes les eaux utilisées dans les entreprises alimentaires pour la fabrication, la transformation, la conservation ou la commercialisation de produits ou de substances destinés à la consommation humaine;
2. "installation privée de distribution", les canalisations, raccords et appareillages installés entre les robinets qui sont normalement utilisés pour la consommation humaine, dans des lieux publics comme dans des lieux privés, et le réseau de distribution, mais seulement lorsqu'ils ne relèvent pas de la responsabilité du fournisseur d'eau, en sa qualité de fournisseur, conformément à la législation nationale applicable;

3. "fournisseur d'eau", une entité fournissant des eaux destinées à la consommation humaine;
4. "lieux prioritaires", les lieux non résidentiels de grande taille où de nombreux utilisateurs sont potentiellement exposés à des risques liés à l'eau, en particulier les lieux de grande taille à l'usage du public, conformément au recensement par les États membres;
5. "entreprise du secteur alimentaire", une entreprise du secteur alimentaire au sens de l'article 3, point 2, du règlement (CE) n° 178/2002;
6. "exploitant du secteur alimentaire", un exploitant du secteur alimentaire au sens de l'article 3, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 178/2002;
7. "danger", un agent biologique, chimique, physique ou radiologique dans l'eau, ou un autre aspect de l'état des eaux, susceptible de nuire à la santé humaine;
8. "événement dangereux", un événement qui introduit des dangers dans le système d'approvisionnement en eaux destinées à la consommation humaine, ou qui ne permet pas de supprimer ces dangers du système;
9. "risque", une combinaison de la probabilité qu'un événement dangereux se produise et de la gravité des conséquences, si le danger et l'événement dangereux surviennent dans le système d'approvisionnement en eaux destinées à la consommation humaine.

Article 3

Exemptions

1. La présente directive ne s'applique pas:
 - a) aux eaux minérales naturelles reconnues comme telles par l'autorité responsable, telle que visée dans la directive 2009/54/CE;

- b) aux eaux médicinales au sens de la directive 2001/83/CE.
2. Les navires qui désalinisent l'eau, transportent des passagers et agissent en qualité de fournisseurs d'eau ne sont soumis qu'aux articles 1 à 6, 9, 10, 13 et 14 de la présente directive et à ses annexes pertinentes.
3. Les États membres peuvent exempter des dispositions de la présente directive:
- a) les eaux destinées exclusivement aux usages pour lesquels les autorités compétentes ont établi que la qualité des eaux n'a aucune influence, directe ou indirecte, sur la santé des consommateurs concernés;
- b) les eaux destinées à la consommation humaine provenant d'une source individuelle fournissant moins de 10 m³ par jour en moyenne ou approvisionnant moins de cinquante personnes, sauf si elles sont fournies dans le cadre d'une activité commerciale ou publique.
4. Les États membres qui font usage des exemptions prévues au paragraphe 3, point b), s'assurent que la population concernée en est informée ainsi que de toute mesure susceptible d'être prise pour protéger la santé humaine des effets néfastes de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine. En outre, lorsqu'il apparaît qu'il existe un danger potentiel pour la santé humaine du fait de la qualité de ces eaux, la population concernée reçoit rapidement les conseils appropriés.
5. Les États membres peuvent exempter des dispositions de la présente directive les exploitants du secteur alimentaire, en ce qui concerne l'eau utilisée aux fins spécifiques du secteur alimentaire, si les autorités nationales compétentes ont établi que la qualité de cette eau ne peut affecter la salubrité de la denrée alimentaire finale et pour autant que leur approvisionnement en eau soit conforme aux obligations correspondantes, en particulier dans le cadre des procédures relatives au système d'analyse des dangers et points critiques pour leur maîtrise, et des mesures correctives en vertu de la législation pertinente de l'Union sur les denrées alimentaires.

Les États membres veillent à ce que les producteurs d'eaux destinées à la consommation humaine mises en bouteilles ou conteneurs satisfassent aux exigences des articles 1 à 5 et de l'annexe I, parties A et B.

Toutefois, les exigences minimales énoncées à l'annexe I, partie A, ne s'appliquent pas à l'eau de source en bouteille visée par la directive 2009/54/CE.

6. Les fournisseurs d'eau qui fournissent moins de 10 m³ d'eau par jour en moyenne ou qui desservent moins de cinquante personnes dans l'exercice d'une activité commerciale ou publique ne sont soumis qu'aux dispositions des articles 1 à 6, 13 à 15 de la présente directive, ainsi qu'aux annexes correspondantes.

Article 4 *Obligations générales*

1. Sans préjudice des obligations qui leur incombent au titre d'autres dispositions de l'Union, les États membres prennent les mesures nécessaires pour assurer la salubrité et la propreté des eaux destinées à la consommation humaine. Aux fins de la satisfaction des exigences minimales de la présente directive, les eaux destinées à la consommation humaine sont salubres et propres si elles remplissent l'ensemble des conditions suivantes:
 - a) elles ne contiennent pas un nombre ou une concentration de micro-organismes, de parasites ou de substances constituant un danger potentiel pour la santé humaine;
 - b) elles sont conformes aux exigences minimales spécifiées à l'annexe I, parties A, B et D;
 - c) les États membres ont pris toutes les autres mesures nécessaires pour se conformer aux exigences énoncées aux articles 5 à 14 de la présente directive.
2. Les États membres veillent à ce que les mesures prises pour mettre en œuvre la présente directive soient fondées sur le principe de précaution et n'entraînent en aucun cas, directement ou indirectement, une dégradation de la qualité actuelle des eaux destinées à la consommation humaine ou un accroissement de la pollution des eaux utilisées pour la production d'eaux destinées à la consommation humaine.

3. Conformément à la directive 2000/60/CE, les États membres veillent à ce qu'une évaluation des niveaux de fuite d'eau sur leur territoire et des possibilités d'amélioration de la réduction des fuites d'eau soit effectuée en utilisant la méthode d'évaluation "indice de fuite des infrastructures" (IFI) ou une autre méthode appropriée. Cette évaluation tient compte des aspects pertinents en matière de santé publique ainsi que sur les plans environnemental, technique et économique et porte au minimum sur les fournisseurs d'eau fournissant au moins 10 000 m³ par jour ou desservant au moins 50 000 personnes.

Les résultats de l'évaluation sont communiqués à la Commission au plus tard... [trois ans après la date limite de transposition de la présente directive].

Au plus tard le ... [cinq ans après la date limite pour la transposition de la présente directive], la Commission adopte un acte délégué, conformément à l'article 21, fixant un seuil, fondé sur l'IFI ou une autre méthode appropriée, au-delà duquel les États membres doivent présenter un plan d'action. Cet acte délégué est élaboré au moyen des évaluations effectuées par les États membres et du taux moyen de fuite au niveau de l'UE, déterminé sur la base de ces évaluations.

Les États membres dont le taux de fuite dépasse le seuil fixé dans l'acte délégué présentent à la Commission, au plus tard le... [deux ans après l'adoption de l'acte délégué], un plan d'action établissant un ensemble de mesures à prendre pour réduire leur taux de fuite.

Article 5 *Normes de qualité*

1. Les États membres fixent, pour les paramètres figurant à l'annexe I, les valeurs applicables aux eaux destinées à la consommation humaine.
2. Les valeurs fixées conformément au paragraphe 1 ne peuvent pas être moins strictes que celles figurant à l'annexe I, parties A, B, C et D. En ce qui concerne les paramètres figurant à l'annexe I, partie C, les valeurs sont fixées uniquement à des fins de surveillance et en vue du respect des obligations imposées par l'article 14.

3. Les États membres fixent des valeurs pour des paramètres supplémentaires ne figurant pas à l'annexe I lorsque la protection de la santé humaine sur leur territoire national ou une partie de celui-ci l'exige. Les valeurs fixées satisfont, au minimum, aux exigences de l'article 4, paragraphe 1, point a).

Article 6
Point de conformité

1. Les valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 5 pour les paramètres figurant à l'annexe I, parties A et B, doivent être respectées:
 - a) pour les eaux fournies par un réseau de distribution, au point où, à l'intérieur de locaux ou d'un établissement, elles sortent des robinets qui sont normalement utilisés pour la consommation humaine;
 - b) pour les eaux fournies à partir d'un camion-citerne ou d'un bateau-citerne, au point où elles sortent du camion-citerne ou du bateau-citerne;
 - c) pour les eaux destinées à la consommation humaine mises en bouteilles ou en conteneurs, au point où les eaux sont mises en bouteilles ou en conteneurs;
 - d) pour les eaux utilisées dans une entreprise alimentaire, au point où les eaux sont utilisées dans l'entreprise.
2. En ce qui concerne les eaux visées au paragraphe 1, point a), les États membres sont réputés avoir rempli leurs obligations au titre du présent article ainsi qu'au titre des articles 4 et 14, paragraphe 2, lorsqu'il peut être établi que le non-respect des valeurs paramétriques fixées en vertu de l'article 5 est imputable à l'installation privée de distribution ou à son entretien, sauf dans les lieux prioritaires visés à l'article 10.

3. Lorsque le paragraphe 2 est applicable et qu'il y a un risque que les eaux visées au paragraphe 1, point a), ne respectent pas les valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 5, les États membres veillent néanmoins:
- a) à ce que des mesures appropriées soient prises pour réduire ou éliminer le risque de non-respect des valeurs paramétriques, par exemple en conseillant les propriétaires au sujet des éventuelles mesures correctives qu'ils pourraient prendre et si nécessaire, à ce que d'autres mesures, telles que des techniques de traitement appropriées, soient prises pour modifier la nature ou les propriétés des eaux avant qu'elles ne soient fournies, de manière à réduire ou à éliminer le risque de non-respect des valeurs paramétriques après la fourniture; et
 - b) à ce que les consommateurs concernés soient dûment informés et conseillés au sujet d'éventuelles mesures correctives supplémentaires qu'ils devraient prendre.

Article 7

Approche fondée sur les risques en matière de sécurité sanitaire de l'eau

1. Les États membres veillent à ce que l'approvisionnement, le traitement et la distribution des eaux destinées à la consommation humaine fassent l'objet d'une approche fondée sur les risques qui englobe toute la chaîne d'approvisionnement depuis la zone de captage jusqu'au point de conformité visé à l'article 6, en passant par le prélèvement, le traitement, le stockage et la distribution des eaux.

L'approche fondée sur les risques inclut les éléments suivants:

- a) l'évaluation et la gestion des risques liés à la ou aux zones de captage pour le ou les points de prélèvement d'eaux destinées à la consommation humaine, conformément à l'article 8;
- b) l'évaluation et la gestion des risques liés à chaque système d'approvisionnement englobant le prélèvement, le traitement, le stockage et la distribution des eaux jusqu'au point d'approvisionnement, effectuées par les fournisseurs d'eau conformément à l'article 9;

- c) une évaluation des risques liés aux installations privées de distribution, conformément à l'article 10;
2. Les États membres peuvent adapter la mise en œuvre de l'approche fondée sur les risques, sans compromettre l'objectif de la présente directive concernant la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et la santé des consommateurs, en cas de contraintes particulières liées à des circonstances géographiques telles que l'éloignement ou l'accessibilité d'une zone d'approvisionnement en eau.
 3. Les États membres garantissent une répartition claire et appropriée des responsabilités entre les parties prenantes, conformément à la définition des États membres, pour l'application de l'approche fondée sur les risques. Une telle distribution des responsabilités est adaptée aux cadres institutionnel et juridique des États membres.
 4. Le premier exercice d'évaluation et de gestion des risques liés à la ou aux zones de captage pour le ou les points de prélèvement est effectué au plus tard [quatre ans et demi après la date finale de transposition de la présente directive]. Un réexamen a lieu à des intervalles réguliers d'une durée maximale de six ans, compte tenu de l'exigence prévue à l'article 7 de la directive 2000/60/CE, et mise à jour le cas échéant.
 5. Le premier exercice d'évaluation et de gestion des risques liés au système d'approvisionnement est effectué au plus tard [six ans après la date finale de transposition de la présente directive]. Elle est réexaminée à des intervalles réguliers d'une durée maximale de six ans, et mise à jour le cas échéant.
 6. La première évaluation des risques liés aux installations privées de distribution est effectuée au plus tard [six ans après la date finale de transposition de la présente directive]. Elle est réexaminée tous les six ans et mise à jour le cas échéant.
 7. Les délais visés aux paragraphes 4, 5 et 6 n'empêchent pas les États membres de faire en sorte que des mesures soient prises aussitôt que possible dès que les risques sont recensés et évalués.

Article 8
Évaluation et gestion des risques liés à la ou aux zones de captage pour le ou les points de
prélèvement d'eaux destinées à la consommation humaine

1. Sans préjudice des articles 4 à 8 de la directive 2000/60/CE, les États membres veillent à ce qu'un exercice d'évaluation et de gestion des risques liés à la ou aux zones de captage pour le ou les points de prélèvement soit effectué. Elle comprend les éléments suivants:
- a) caractérisation de la ou des zones de captage pour le ou les points de prélèvement, y compris:
 - i) recensement et cartographie de la ou des zones de captage pour le ou les points de prélèvement;
 - ii) cartographie des zones de sauvegarde, lorsque ces zones ont été établies conformément à l'article 7, paragraphe 3, de la directive 2000/60/CE;
 - iii) références géographiques de l'ensemble des points de prélèvement dans la ou les zones de captage; les données visées au présent point comportant un caractère potentiellement sensible, notamment en termes de protection de la santé et de la sécurité publiques, les États membres veillent à ce qu'elles soient protégées et communiquées uniquement aux autorités compétentes et aux fournisseurs d'eau concernés;
 - iv) description de l'affectation des sols et des processus de ruissellement et de recharge dans la ou les zones de captage pour le ou les points de prélèvement.

À cette fin, les États membres peuvent utiliser les informations recueillies conformément aux articles 5 et 7 de la directive 2000/60/CE;

- b) un recensement des dangers et des événements dangereux, dans la ou les zones de captage pour le ou les points de prélèvement, et l'évaluation des risques qu'ils peuvent représenter pour la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.
L'évaluation des risques porte sur les risques éventuels susceptibles de détériorer la qualité de l'eau, dans la mesure où il peut y avoir un risque pour la santé humaine. À cette fin, les États membres peuvent avoir recours à l'étude des incidences de l'activité humaine entreprise conformément à l'article 5 de la directive 2000/60/CE et aux informations relatives aux pressions importantes collectées conformément à l'annexe II, point 1.4, point 1.5 et points 2.3 à 2.5 de ladite directive;

- c) une surveillance appropriée, dans les eaux de surface et/ou les eaux souterraines de la ou des zones de captage pour le ou les points de prélèvement ou dans les eaux brutes, des paramètres, substances ou polluants pertinents, sélectionnés dans les listes suivantes:
- i) les paramètres figurant à l'annexe I, parties A et B, ou établis conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la présente directive;
 - ii) les polluants des eaux souterraines énumérés à l'annexe I de la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil⁴⁹, ainsi que les polluants et les indicateurs de pollution pour lesquels des valeurs seuils ont été établies par les États membres conformément à l'annexe II de ladite directive;
 - iii) les substances prioritaires et certains autres polluants énumérés à l'annexe I de la directive 2008/105/CE du Parlement européen et du Conseil⁵⁰;
 - iv) les polluants spécifiques à des bassins hydrographiques, déterminés par les États membres conformément à la directive 2000/60/CE;
 - v) les autres polluants pertinents pour les eaux destinées à la consommation humaine, déterminés par les États membres sur la base des informations recueillies conformément au paragraphe 1, point b) du présent article;
 - vi) les substances présentes à l'état naturel qui peuvent constituer un danger pour la santé humaine par l'intermédiaire des eaux destinées à la consommation humaine;
 - vii) les substances et composés figurant sur la liste de vigilance établie conformément à l'article 13, paragraphe 8, de la présente directive.

⁴⁹ Directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration (JO L 372 du 27.12.2006, p. 19).

⁵⁰ Directive 2008/105/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau, modifiant et abrogeant les directives du Conseil 82/176/CEE, 83/513/CEE, 84/156/CEE, 84/491/CEE, 86/280/CEE et modifiant la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 348 du 24.12.2008, p. 84).

Les États membres sélectionnent dans les points i) à vi), aux fins de la surveillance des paramètres, les substances ou polluants qui sont considérés comme pertinents à la lumière des dangers recensés conformément au point b) ou des informations communiquées par les fournisseurs d'eau conformément au paragraphe 2.

Aux fins de la surveillance appropriée, y compris pour détecter de nouvelles substances nocives pour la santé humaine par l'intermédiaire des eaux destinées à la consommation humaine, les États membres peuvent recourir à la surveillance exécutée conformément aux articles 7 et 8 de la directive 2000/60/CE ou d'autres actes législatifs de l'Union pertinents pour la ou les zones de captage pour le ou les points de prélèvement.

2. Les fournisseurs d'eau qui effectuent l'opération de surveillance dans la ou les zones de captage pour le ou les points de prélèvement, ou dans leurs eaux brutes, sont tenus de communiquer aux autorités compétentes les tendances et les concentrations inhabituelles relevées pour les paramètres, les substances ou les polluants faisant l'objet de la surveillance.
3. Sur la base des résultats de l'évaluation des risques effectuée conformément au paragraphe 1, les États membres veillent à ce que des mesures destinées à prévenir ou à maîtriser les risques recensés soient prises, selon le cas, en commençant par des mesures préventives:
 - a) définir et mettre en œuvre des mesures de prévention dans la ou les zones de captage pour le ou les points de prélèvement, en plus de celles prévues ou prises conformément à l'article 11, paragraphe 3, point d), de la directive 2000/60/CE, lorsque c'est nécessaire pour assurer la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Le cas échéant, ces mesures sont incluses dans les programmes de mesures visés à l'article 11, paragraphe 3, de la directive 2000/60/CE;

Lorsque c'est approprié, les États membres veillent à ce que les pollueurs, en coopération avec les fournisseurs d'eau et les autres parties prenantes concernées, prennent de telles mesures préventives conformément à la directive 2000/60/CE.

- b) définir et mettre en œuvre des mesures d'atténuation dans la ou les zones de captage pour le ou les points de prélèvement, en plus de celles prévues ou prises conformément à l'article 11, paragraphe 3, point d), de la directive 2000/60/CE, lorsque c'est nécessaire pour assurer la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Le cas échéant, ces mesures sont incluses dans les programmes de mesures visés à l'article 11, paragraphe 3, de la directive 2000/60/CE;

Lorsque c'est approprié, les États membres veillent à ce que les pollueurs, en coopération avec les fournisseurs d'eau et les autres parties prenantes concernées, prennent de telles mesures d'atténuation conformément à la directive 2000/60/CE.

- c) assurer une surveillance appropriée des paramètres, substances ou polluants dans les eaux de surface et/ou les eaux souterraines dans la ou les zones de captage pour le ou les points de prélèvement, ou dans les eaux brutes qui peuvent constituer un risque pour la santé humaine quand l'eau est consommée ou entraîner une détérioration inacceptable de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, et qui n'ont pas été pris en considération dans la surveillance effectuée conformément aux articles 7 et 8 de la directive 2000/60/CE. Le cas échéant, cette surveillance est incluse dans les programmes de mesures visés aux articles 7 et 8 de la directive 2000/60/CE.
- d) évaluer la nécessité d'établir ou d'adapter les zones de sauvegarde pour les eaux souterraines et les eaux de surface, conformément à l'article 7, paragraphe 3, de la directive 2000/60/CE, et toute autre zone pertinente.

Les États membres veillent à ce que l'efficacité de ces mesures soit réexaminée selon une fréquence appropriée.

4. Les États membres veillent à ce que les fournisseurs d'eau et les autorités compétentes aient accès aux informations visées aux paragraphes 1 et 2, et à ce que les fournisseurs d'eau concernés aient accès aux résultats obtenus dans le cadre de la surveillance visée au paragraphe 1, point c).

Sur la base de ces informations, les États membres peuvent:

- a) imposer aux fournisseurs d'eau d'effectuer une surveillance ou un traitement supplémentaire pour certains paramètres;
 - b) permettre aux fournisseurs d'eau de réduire la fréquence de la surveillance de certains paramètres, ou de supprimer un paramètre de la liste des paramètres devant faire l'objet d'une surveillance de la part du fournisseur d'eau conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe 2, point a), sans qu'ils soient tenus d'effectuer une évaluation des risques liés au système d'approvisionnement, à condition:
 - i) qu'il ne s'agisse pas des paramètres fondamentaux au sens de l'annexe II, partie B, point 1, et
 - ii) qu'aucun facteur raisonnablement prévisible ne risque d'entraîner une détérioration de la qualité de l'eau.
5. Lorsqu'un fournisseur d'eau est autorisé à réduire la fréquence de la surveillance ou à supprimer un paramètre, en vertu du paragraphe 4, point b), les États membres assurent une surveillance appropriée de ces paramètres lorsqu'ils procèdent à l'évaluation et à la gestion des risques liés à la ou aux zones de captage pour le ou les points de prélèvement, conformément à l'article 7, paragraphe 4.

Article 9
Évaluation et gestion des risques liés au système d'approvisionnement

1. Les États membres veillent à ce que le fournisseur d'eau procède à l'évaluation et à la gestion des risques liés au système d'approvisionnement.

2. Les États membres veillent à ce que l'évaluation des risques liés au système d'approvisionnement:
 - a) tienne compte des résultats de l'évaluation et de la gestion des risques effectuées conformément à l'article 8 de la présente directive;

 - b) comporte une description du système d'approvisionnement depuis le point de prélèvement jusqu'au point d'approvisionnement, en passant par le traitement, le stockage et la distribution des eaux.;

 - c) inclue un recensement des dangers et événements dangereux dans le système d'approvisionnement, et une évaluation des risques que ceux-ci pourraient comporter pour la santé humaine en liaison avec la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, compte tenu des risques dus au changement climatique ainsi que des fuites et des fuites de conduites.

3. En fonction des résultats de l'évaluation des risques visée au paragraphe 2, les États membres veillent à ce que les mesures suivantes de gestion des risques soient prises ("gestion des risques liés au système d'approvisionnement"):
 - a) définir et mettre en œuvre des mesures de contrôle pour la prévention et l'atténuation des risques recensés dans le système de la chaîne d'approvisionnement qui peuvent compromettre la qualité des eaux destinées à la consommation humaine;

- b) définir et mettre en œuvre des mesures de contrôle du système d'approvisionnement en plus des mesures prises ou prévues en application de l'article 8, paragraphe 3, de la présente directive ou de l'article 11, paragraphe 3, de la directive 2000/60/CE pour l'atténuation des risques pouvant compromettre la qualité des eaux destinées à la consommation humaine dans la ou les zones de captage pour le ou les points de prélèvement;
 - c) exécuter un programme de surveillance opérationnel axé sur l'approvisionnement conformément à l'article 13;
 - d) garantir que, lorsque la préparation ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine comprend un traitement de désinfection, l'efficacité du traitement appliqué est validée et que toute contamination par les sous-produits de la désinfection est maintenue au niveau le plus bas possible sans compromettre la désinfection, et que toute contamination par des agents chimiques de traitements est maintenue au niveau le plus bas possible et que toute substance subsistant dans l'eau ne compromette pas le respect des obligations générales énoncées à l'article 4;
 - e) prévoir une vérification de la conformité avec les exigences de l'article 11 et de l'article 12 des matériaux, agents chimiques de traitement et éléments de filtrage en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine qui sont utilisés dans la chaîne d'approvisionnement.
4. Sur la base des résultats de l'évaluation des risques pour le système d'approvisionnement, les États membres:
- a) prévoient la possibilité de supprimer un paramètre de la liste des paramètres devant faire l'objet d'une surveillance ou de réduire la fréquence de surveillance dans les cas suivants, pour autant que l'autorité compétente juge que cela ne compromet pas la qualité des eaux destinées à la consommation humaine:
 - i) sur la base de l'occurrence d'un paramètre dans les eaux brutes, conformément à l'évaluation des risques pour la ou les zones de captage pour le ou les points de prélèvement visés à l'article 8, paragraphe 1;

- ii) lorsqu'un paramètre ne peut résulter que de l'utilisation d'une technique de traitement ou d'une méthode de désinfection donnée, et que cette technique ou méthode n'est pas utilisée par le fournisseur d'eau; ou
 - iii) sur la base des spécifications énoncées à l'annexe II, partie C.
- b) veillent à ce que la liste des paramètres devant faire l'objet d'une surveillance dans les eaux destinées à la consommation humaine conformément à l'article 13 soit étendue ou la fréquence de surveillance accrue, dans les cas suivants:
- i) sur la base des spécifications énoncées à l'annexe II, partie C;
 - ii) sur la base de l'occurrence d'un paramètre dans les eaux brutes, conformément à l'évaluation des risques pour la ou les zones de captage pour le ou les points de prélèvement visés à l'article 8, paragraphe 1.
5. L'évaluation des risques liés à l'approvisionnement concerne les paramètres énumérés à l'annexe I, parties A, B et C qui ne sont pas des paramètres fondamentaux conformément à la partie B de l'annexe II, les paramètres fixés conformément à l'article 5, paragraphe 3 ainsi que les substances ou les composés figurant sur la liste de vigilance établie conformément à l'article 13, paragraphe 8.
6. Les États membres peuvent exempter de l'obligation de procéder à l'évaluation et à la gestion des risques liés à l'approvisionnement les fournisseurs d'eau qui fournissent en moyenne entre 10 m³ et 100 m³ par jour ou qui approvisionnent entre 50 et 500 personnes, pour autant que l'autorité compétente juge que cela ne compromet pas la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Dans le cas d'une telle exemption, ces fournisseurs d'eau effectuent une surveillance régulière conformément à l'article 13.

Article 10
Évaluation des risques liés aux installations privées de distribution

1. Les États membres veillent à ce qu'une évaluation des risques liés aux installations privées de distribution comprenant les éléments suivants soit exécutée:
 - a) une analyse générale des risques potentiels associés à des installations privées de distribution, ainsi qu'à des produits et matériaux y afférents, permettant de déterminer s'ils ont une incidence sur la qualité de l'eau au point où elle sort des robinets normalement utilisés pour la consommation humaine. L'analyse générale n'implique pas une analyse des propriétés individuelles;
 - b) une surveillance des paramètres énumérés à l'annexe I, partie D, dans les lieux où des risques particuliers pour la qualité de l'eau et la santé humaine ont été identifiés au cours de l'évaluation réalisée conformément au point a).

En ce qui concerne les bactéries *Legionella* ou le plomb, les États membres peuvent décider de faire porter la surveillance visée au point b) sur des lieux prioritaires.

2. Lorsque les États membres concluent, sur la base de l'analyse générale réalisée conformément au paragraphe 1, point a), qu'il existe un risque pour la santé humaine découlant des installations privées de distribution ou des produits et matériaux y afférents, ou lorsque la surveillance mise en place conformément au paragraphe 1, point b), démontre que les valeurs paramétriques établies à l'annexe I, partie D, ne sont pas respectées, ils veillent à ce que les mesures appropriées soient prises pour éliminer ou réduire le risque de non-respect des valeurs paramétriques établies à l'annexe I, partie D.

En ce qui concerne les bactéries *Legionella*, ces mesures portent au moins sur les lieux prioritaires.

3. En vue de réduire les risques liés à la distribution privée dans toutes les installations privées de distribution, les États membres veillent à ce que toutes les mesures suivantes soient envisagées et à ce que celles d'entre elles qui sont jugées pertinentes soient prises:
- a) encourager les propriétaires de lieux publics et privés à réaliser une évaluation des risques liés à la distribution privée;
 - b) informer les consommateurs et les propriétaires de lieux publics et privés des mesures visant à éliminer ou à réduire le risque de non-respect des normes de qualité des eaux destinées à la consommation humaine dû aux installations privées de distribution;
 - c) conseiller les consommateurs au sujet des conditions de consommation et d'utilisation des eaux et des mesures possibles en vue d'éviter que le risque ne survienne à nouveau;
 - d) promouvoir la formation des plombiers et autres professionnels travaillant dans le domaine des installations privées de distribution ainsi que de l'installation de produits de construction et de matériaux en contact avec l'eau;
 - e) en ce qui concerne les bactéries *Legionella*, garantir que des mesures de contrôle et de gestion efficaces et proportionnées au risque soient en place afin de prévenir les éventuels foyers de maladies et d'y faire face; et
 - f) en ce qui concerne le plomb, si cela est faisable d'un point de vue économique et technique, mettre en œuvre des mesures visant à remplacer les composants en plomb dans les installations privées de distribution existantes.

Article 11

Exigences minimales en matière d'hygiène pour les matériaux entrant en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine

1. Aux fins de l'article 4, les États membres veillent à ce que les matériaux qui sont destinés à être utilisés dans des installations neuves ou, dans le cas de travaux de réparation ou de reconstruction, dans des installations existantes, pour le prélèvement, le traitement ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine, et qui entrent en contact avec ces eaux:
 - a) ne compromettent pas, directement ou indirectement, la protection de la santé humaine prévue par la présente directive;
 - b) n'altèrent pas la couleur, l'odeur ou le goût de l'eau;
 - c) ne favorisent pas le développement de la flore microbienne;
 - d) ne libèrent pas de contaminants dans les eaux à des niveaux supérieurs à ce qui est nécessaire au regard de l'usage auxquels ils sont destinés.

2. En vue de garantir l'application uniforme du paragraphe 1, des exigences minimales spécifiques en matière d'hygiène pour les matériaux sont établies par voie d'actes d'exécution devant être adoptés conformément à la procédure d'examen visée à l'article 22 et sur la base des principes énoncés à l'annexe V, définissant:
 - a) au plus tard trois ans après [la date d'entrée en vigueur de la présente directive] des méthodes pour tester et accepter des substances et des compositions de départ qui figureront sur des listes positives européennes des substances, compositions ou composants de départ, y compris des limites de migration spécifiques par substance ou matériau et des conditions préalables de nature scientifique;

- b) au plus tard quatre ans après [la date d'entrée en vigueur de la présente directive], sur la base de listes comprenant les dates d'expiration établies par l'Agence européenne des produits chimiques (ci-après dénommée "l'Agence"), des listes positives européennes de substances, compositions ou composants de départ pour chaque groupe de matériaux (organiques, de cimenterie, métalliques, émail, céramiques ou d'autres matériaux inorganiques) dont l'utilisation est autorisée pour la fabrication de matériaux, y compris, s'il y a lieu, les conditions relatives à leur utilisation et les limites de migration, déterminées sur la base des méthodes uniformes adoptées en application du point a), et compte tenu des paragraphes 3 et 4;
- c) au plus tard trois ans après [la date d'entrée en vigueur de la présente directive], des procédures et méthodes pour tester et accepter des matériaux finaux, tels qu'ils sont utilisés dans un produit fait de matériaux ou de combinaisons de substances, compositions ou composants de départ figurant sur les listes positives européennes, comprenant:
- i) l'identification des substances et d'autres paramètres pertinents (tels que la turbidité, le goût, l'odeur, la couleur, le carbone organique total, la libération de substances insoupçonnées et le développement renforcé de la flore microbienne) à tester dans les eaux de migration;
 - ii) les méthodes d'essai des incidences sur la qualité de l'eau, compte tenu des éventuelles normes EN appropriées;
 - iii) les critères de réussite/d'échec des résultats des essais qui tiennent compte, entre autres, de facteurs de conversion de la migration de substances aux niveaux attendus au robinet, et des conditions d'application ou d'utilisation, le cas échéant.

La Commission adopte des actes délégués conformément à l'article 21 afin de déterminer la procédure d'évaluation appropriée applicable sur la base des modules figurant à l'annexe II de la décision 768/2008/CE. Lorsqu'elle détermine la procédure à suivre pour l'évaluation de la conformité, la Commission veille au respect des objectifs visés à l'article 1^{er}, paragraphe 2, de la présente directive, tout en tenant compte du principe de proportionnalité. À cet effet, la Commission prend comme point de départ le système 1+ d'évaluation et de vérification de la constance des performances présenté à l'annexe V du règlement (UE) n° 305/2011 ou une procédure globalement équivalente, sauf si cela est disproportionné. Ces actes délégués contiennent également des règles pour la désignation des organismes d'évaluation de la conformité, lorsqu'ils sont associés aux procédures correspondantes d'évaluation de la conformité.

3. Les listes positives européennes n'incluent que les substances, compositions ou composants de départ dont l'utilisation est autorisée pour la fabrication de matériaux finaux ou de produits en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine, y compris, le cas échéant, les conditions d'utilisation de ces matériaux et les limites de migration, déterminées à l'aide des méthodes visées au paragraphe 2, point a).

Les listes positives européennes contiennent des dates d'expiration, fixées sur la base d'une recommandation de l'Agence, et peuvent aussi contenir des dispositions transitoires. Les dates d'expiration reposent notamment sur les propriétés des substances en termes de dangerosité, la qualité des évaluations des risques sous-jacentes ainsi que la mesure dans laquelle ces évaluations des risques ont été actualisées.

Sur la base des avis de l'Agence visés au paragraphe 5, la Commission réexamine et met à jour régulièrement, au besoin, les actes d'exécution visés au paragraphe 2, point b), conformément aux dernières évolutions scientifiques et techniques.

Le premier réexamen est achevé dans un délai de quinze ans à compter de l'adoption de la première liste positive.

La Commission veille à ce que tous les actes pertinents qu'elle adopte, y compris les mandats de normalisation, en vertu d'autres actes législatifs de l'Union soient compatibles avec les exigences de la présente directive.

4. Les premières listes positives européennes qui doivent être adoptées conformément au paragraphe 2 ter sont fondées, entre autres, sur les listes positives et autres dispositions existant au niveau national ainsi que sur les évaluations des risques ayant conduit à l'établissement de ces listes nationales. À cette fin, les États membres notifient à l'Agence toute liste positive ou disposition existant au niveau national ainsi que le ou les documents d'évaluation disponibles, au plus tard [six mois après l'entrée en vigueur de la présente directive].

La liste positive européenne des substances de départ pour les matériaux organiques tient compte de la liste établie par la Commission en application de l'article 5 du règlement (CE) n° 1935/2004 concernant les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires.

5. La Commission adopte des actes délégués, conformément à l'article 21, pour définir une procédure qui couvre les exigences en matière d'informations applicables aux demandes émanant des opérateurs économiques ou des autorités compétentes en vue de l'inclusion de substances, compositions ou composants de départ sur les listes positives européennes ou de leur suppression de ces listes. Ces demandes sont soumises à l'Agence.

La procédure prévoit que les demandes sont accompagnées d'évaluations des risques et que les opérateurs économiques ou les autorités compétentes communiquent les informations nécessaires à l'évaluation des risques, présentées sous un format spécifique.

Le comité d'évaluation des risques de l'Agence, créé en application de l'article 76, paragraphe 1, point c), du règlement (CE) n° 1907/2006, adopte un avis sur toute demande présentée en vertu du présent paragraphe, dans un délai fixé par les actes délégués visés au premier alinéa. Ces actes délégués peuvent aussi comporter d'autres dispositions procédurales concernant le fonctionnement de la procédure de demande et la communication d'avis par le comité d'évaluation des risques et l'Agence.

6. Les États membres considèrent que les produits qui ont été approuvés conformément aux exigences spécifiques énoncées au paragraphe 2 satisfont aux exigences visées au paragraphe 1.

Les États membres veillent à ce que seuls les produits en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine utilisant des matériaux finaux approuvés conformément à la présente directive puissent être mis sur le marché aux fins de la présente directive.

Il n'empêche que les États membres peuvent, en particulier lorsque la qualité spécifique des eaux brutes locales l'impose, arrêter des mesures de protection plus rigoureuses pour l'utilisation de matériaux dans des circonstances spécifiques ou dûment justifiées, conformément à l'article 193 du TFUE. Ces mesures sont notifiées à la Commission.

Le règlement (UE) 2019/1020 s'applique aux produits couverts par le présent article.

7. En attendant l'adoption des règles visées au paragraphe 2, les États membres peuvent maintenir ou adopter des mesures nationales relatives à des exigences minimales spécifiques en matière d'hygiène pour les substances de départ ou les matériaux visés au paragraphe 1, à la condition qu'elles soient conformes aux règles du traité.
8. La Commission demande à une ou plusieurs organisations européennes de normalisation d'élaborer une norme européenne pour l'essai et l'évaluation uniformes des produits en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine afin de faciliter le respect des dispositions du présent article, conformément à l'article 10 du règlement (UE) n° 1025/2012⁵¹.

⁵¹ Règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision n° 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 316 du 14.11.2012, p. 12).

9. La Commission adopte un acte délégué conformément à l'article 21 pour établir des spécifications harmonisées pour un marquage visible, nettement lisible et indélébile des produits en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine, qui est utilisé pour indiquer la conformité aux dispositions du présent article.
10. Au plus tard neuf ans après la date de transposition de la présente directive, la Commission procède, sur la base notamment de l'expérience acquise avec l'application du règlement (UE) n° 1935/2004 et du règlement (UE) n° 305/2011, au réexamen du fonctionnement du système tel qu'il est défini dans le présent article et présente un rapport au Parlement européen et au Conseil, dans lequel elle évalue si:
- a) la protection de la santé humaine est adéquatement assurée dans toute l'Union;
 - b) le bon fonctionnement du marché intérieur des produits qui entrent en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine est assuré;
 - c) une autre proposition législative est nécessaire dans ce domaine.
11. Pour la mise en œuvre nationale des exigences du présent article, l'article 4, paragraphe 2, s'applique en conséquence.
12. Aux fins du présent article, on entend par:
- "substance de départ", une substance ajoutée intentionnellement pour la production de matériaux organiques, ou d'adjuvants pour matériaux de cimenterie;
- "composition", la composition chimique d'un matériau inorganique métallique, en émail, céramique ou autre.

Article 12

Exigences minimales pour les agents chimiques de traitement et les éléments de filtrage entrant en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine

1. Aux fins de l'article 4, les États membres veillent à ce que les agents chimiques de traitement et les éléments de filtrage entrant en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine:
 - a) ne compromettent pas, directement ou indirectement, la protection de la santé humaine prévue par la présente directive;
 - b) n'altèrent pas la couleur, l'odeur ou le goût de l'eau;
 - c) ne favorisent pas involontairement le développement de la flore microbienne;
 - d) ne contaminent pas les eaux à des niveaux supérieurs à ce qui est nécessaire au regard de l'usage auxquels ils sont destinés.
2. Pour la mise en œuvre nationale des exigences du présent article, l'article 4, paragraphe 2, s'applique en conséquence.
3. Conformément au paragraphe 1, et sans préjudice du règlement 528/2012 et des normes EN pertinentes existantes pour certains agents chimiques de traitement ou éléments de filtrage, les États membres veillent à ce que les caractéristiques et la pureté des agents chimiques de traitement et éléments de filtrage soient vérifiées et garanties.

Article 13
Surveillance

1. Les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte qu'une surveillance régulière de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine soit effectuée conformément au présent article et à l'annexe II, parties A et B, afin de vérifier que les eaux mises à la disposition des consommateurs respectent les exigences de la présente directive, et notamment les valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 5. Les échantillons sont prélevés de manière à être représentatifs de la qualité des eaux consommées tout au long de l'année.

2. Pour satisfaire aux obligations imposées par le paragraphe 1, des programmes de surveillance appropriés sont établis pour toutes les eaux destinées à la consommation humaine, conformément à l'annexe II, partie A. Ces programmes de surveillance sont axés sur l'approvisionnement, tiennent compte des résultats de l'évaluation des risques liés à la ou aux zones de captage du ou des points de prélèvement et liés aux systèmes d'approvisionnement, et se composent des éléments suivants:
 - a) surveillance des paramètres énumérés à l'annexe I, parties A, B et C, ainsi que des paramètres fixés conformément à l'article 5, paragraphe 3, conformément à l'annexe II, et, lorsqu'une évaluation des risques liés au système d'approvisionnement est effectuée, conformément à l'article 9 et à l'annexe II, partie C, à moins qu'un État membre ne décide qu'un de ces paramètres peut être supprimé de la liste des paramètres, conformément à l'article 8, paragraphe 5;

 - b) surveillance des paramètres énumérés à l'annexe I, partie D, aux fins de l'évaluation des risques liés aux installations privées de distribution, conformément à l'article 10, paragraphe 1, point b);

 - c) surveillance des substances et composés figurant sur la liste de vigilance, conformément au paragraphe 8, cinquième alinéa;

 - d) surveillance aux fins du recensement des dangers et des événements dangereux, conformément à l'article 8, paragraphe 1, point b);

- e) surveillance opérationnelle effectuée conformément à l'annexe II, partie A, point 3.
3. Les points d'échantillonnage sont déterminés par les autorités compétentes et sont conformes aux exigences pertinentes prévues à l'annexe II, partie D.
 4. Les États membres respectent les spécifications concernant l'analyse des paramètres énumérés à l'annexe III, conformément aux principes suivants:
 - a) des méthodes d'analyse autres que celles spécifiées à l'annexe III, partie A, peuvent être utilisées, à condition qu'il puisse être démontré, en communiquant à la Commission toutes les informations pertinentes concernant ces méthodes et leur équivalence, que les résultats obtenus sont au moins aussi fiables que ceux obtenus par les méthodes spécifiées;
 - b) pour les paramètres énumérés à l'annexe III, partie B, n'importe quelle méthode d'analyse peut être utilisée, pour autant qu'elle respecte les exigences définies dans cette partie de l'annexe.
 5. Les États membres veillent à ce qu'une surveillance supplémentaire soit effectuée au cas par cas pour les substances et micro-organismes pour lesquels aucune valeur paramétrique n'a été fixée conformément à l'article 5, s'il y a des raisons de soupçonner qu'ils peuvent être présents en quantité ou en nombre constituant un danger potentiel pour la santé humaine.
 6. Au plus tard le... [trois ans après la date d'entrée en vigueur de la présente directive], la Commission adopte des actes délégués conformément à l'article 21 afin de compléter la présente directive en adoptant une méthode de mesure des microplastiques afin de les faire figurer sur la liste de vigilance dès que les conditions fixées à l'article 13, paragraphe 8, sont remplies.
 7. Dans les trois ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente directive, la Commission établit des lignes directrices techniques relatives aux méthodes d'analyse, y compris concernant les limites de détection et les valeurs des paramètres ainsi que la fréquence d'échantillonnage pour la surveillance du total des PFAS et de la somme des PFAS.

8. La Commission adopte des actes d'exécution afin d'établir et de tenir à jour une liste de vigilance couvrant les substances ou composés qui constituent un sujet de préoccupation sanitaire pour les citoyens ou les milieux scientifiques, par exemple les produits pharmaceutiques, les perturbateurs endocriniens et les microplastiques.

Des substances et des composés sont ajoutés à la liste lorsqu'ils sont susceptibles d'être présents dans les eaux destinées à la consommation humaine et peuvent poser un risque potentiel pour la santé humaine. Pour ce faire, la Commission se base notamment sur les travaux de recherche scientifique de l'OMS. L'ajout de toute nouvelle substance est dûment justifié au titre de l'article 1^{er} et de l'article 4 de la présente directive.

Le bêta-œstradiol (50-28-2) et le nonylphénol sont inclus dans la première liste de vigilance en raison de leurs propriétés perturbant le système endocrinien et du risque qu'ils présentent pour la santé humaine. La première liste de vigilance est adoptée dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente directive.

La liste de vigilance indique une valeur indicative pour chacune des substances ou chacun des composés et, lorsqu'il y a lieu, une méthode d'analyse possible qui n'entraîne pas de coûts excessifs.

Les États membres établissent des exigences en matière de surveillance concernant la présence potentielle de substances ou composés figurant sur la liste de vigilance à des points pertinents de la chaîne d'approvisionnement des eaux destinées à la consommation humaine.

À cette fin, les États membres peuvent tenir compte des informations recueillies conformément à l'article 8, paragraphes 1 et 2, de la présente directive et peuvent utiliser les données de surveillance recueillies conformément à la directive 2013/39/UE⁵², à la directive 2008/105/CE, à la directive 2000/60/CE ou à tout autre acte législatif pertinent de l'Union, afin d'éviter un chevauchement des exigences en matière de surveillance.

Les résultats de la surveillance sont inclus dans les séries de données établies conformément à l'article 18, paragraphe 1, point b), avec les résultats obtenus dans le cadre de la surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 1, point c).

⁵² Directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau. Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE (JO L 226 du 24.8.2013, p. 1)

Lorsque ces substances ou composés sont détectés, conformément à l'article 8, paragraphe 1 ou au cinquième alinéa du présent paragraphe, à des concentrations supérieures aux valeurs indicatives fixées dans la liste de vigilance, les États membres veillent à ce que les mesures qui suivent soient envisagées et à ce que celles qui sont jugées pertinentes soient prises:

- a) mesures préventives, mesures d'atténuation ou surveillance appropriée dans la ou les zones de captage pour le ou les points de prélèvement ou dans les eaux brutes, conformément à l'article 8, paragraphe 3, points a), b) et c);
- b) mesures visant à imposer aux fournisseurs d'eau qu'ils surveillent ces substances ou composés, conformément à l'article 8, paragraphe 4, point a);
- c) mesures visant à imposer aux fournisseurs d'eau qu'ils vérifient si le traitement est adéquat pour atteindre la valeur indicative ou, au besoin, qu'ils améliorent le traitement; et
- d) mesures correctives, conformément à l'article 14, paragraphe 6, lorsque les États membres les jugent nécessaires pour protéger la santé humaine.

Les actes d'exécution prévus au présent paragraphe sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 20.

Article 14
Mesures correctives et restrictions d'utilisation

1. Les États membres veillent à ce que, en cas de non-respect des valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 5, une enquête soit immédiatement effectuée afin d'en déterminer la cause.

2. Si, malgré les mesures prises pour satisfaire aux obligations imposées par l'article 4, paragraphe 1, les eaux destinées à la consommation humaine ne satisfont pas aux valeurs paramétriques fixées, conformément à l'article 5, et sous réserve de l'article 6, paragraphe 2, l'État membre concerné veille à ce que les mesures correctives nécessaires soient prises le plus rapidement possible afin de rétablir la qualité et accorde la priorité à leur application, compte tenu, entre autres, de la mesure dans laquelle la valeur paramétrique pertinente a été dépassée et du danger potentiel qui y est lié pour la santé humaine.

En cas de non-respect des valeurs paramétriques fixées à l'annexe I, partie D, les mesures correctives incluent les mesures prévues à l'article 10, paragraphe 3.

3. Que les valeurs paramétriques aient été respectées ou non, les États membres veillent à ce que tout approvisionnement en eaux destinées à la consommation humaine constituant un danger potentiel pour la santé humaine soit interdit ou à ce que l'utilisation en soit restreinte, et à ce que toute autre mesure corrective nécessaire pour protéger la santé humaine soit prise.

Les États membres considèrent le non-respect des exigences minimales pour les valeurs paramétriques énumérées à l'annexe I, parties A et B, comme un danger potentiel pour la santé humaine, sauf si l'autorité compétente estime que le non-respect de la valeur paramétrique est sans gravité.

4. Dans les cas décrits aux paragraphes 2 et 3, dès lors que le non-respect des valeurs paramétriques est considéré comme un danger potentiel pour la santé humaine, les États membres prennent dès que possible toutes les mesures suivantes:
 - a) notification aux consommateurs concernés du danger potentiel pour la santé humaine et de sa cause, du dépassement d'une valeur paramétrique et des mesures correctives qui ont été prises, notamment l'interdiction et la restriction d'utilisation ou d'autres mesures;
 - b) communication aux consommateurs des conseils nécessaires sur les conditions de consommation et d'utilisation des eaux, en tenant particulièrement compte des groupes au sein de la population pour lesquels les risques sanitaires liés à l'eau sont plus élevés, et mise à jour régulière de ces recommandations;

- c) information des consommateurs, une fois qu'il a été établi que tout danger potentiel pour la santé humaine a été écarté, du fait que le service est revenu à la normale.
5. Les autorités compétentes ou les autres instances pertinentes décident des mesures à prendre au titre du paragraphe 3, en tenant compte des risques que feraient courir à la santé humaine une interruption d'approvisionnement ou une restriction dans l'utilisation des eaux destinées à la consommation humaine.
6. En cas de non-respect des valeurs paramétriques ou des spécifications prévues à l'annexe I, partie C, les États membres examinent si ce non-respect présente un risque pour la santé humaine. Ils prennent des mesures correctives pour rétablir la qualité des eaux lorsque cela est nécessaire pour protéger la santé humaine.

Article 15
Dérogations

1. Dans des circonstances dûment justifiées, les États membres peuvent prévoir des dérogations aux valeurs paramétriques fixées à l'annexe I, partie B, ou fixées conformément à l'article 5, paragraphe 3, jusqu'à concurrence d'une valeur maximale qu'ils fixent, pourvu que ces dérogations ne constituent pas un danger potentiel pour la santé humaine et qu'il n'existe pas d'autre moyen raisonnable de maintenir la distribution des eaux destinées à la consommation humaine dans le secteur concerné. Ces dérogations se limitent aux cas suivants:
- a) une ou de nouvelles zones de captage pour un ou des points de prélèvement d'eaux destinées à la consommation humaine;
 - b) une nouvelle source de pollution détectée dans la zone de captage pour le prélèvement d'eaux destinées à la consommation humaine, ou des paramètres qui ont fait l'objet d'une nouvelle recherche ou d'une nouvelle détection; ou
 - c) une situation imprévue et exceptionnelle, dans une zone existante de captage pour le prélèvement d'eaux destinées à la consommation humaine, qui peut conduire à des dépassements temporaires limités des valeurs paramétriques.

Ces dérogations sont aussi limitées dans le temps que possible et ne dépassent pas trois ans, période à l'issue de laquelle les États membres dressent un bilan afin de déterminer si des progrès suffisants ont été accomplis.

Dans des circonstances exceptionnelles, un État membre peut accorder une seconde dérogation en ce qui concerne les points a) et b) du premier alinéa. Lorsqu'un État membre a l'intention d'accorder cette seconde dérogation, il transmet à la Commission le bilan dressé ainsi que les motifs qui justifient sa décision d'accorder une seconde dérogation. Cette seconde dérogation ne peut pas excéder trois ans.

2. Toute dérogation octroyée conformément au paragraphe 1 comporte les renseignements suivants:

- a) les motifs de la dérogation;
- b) le paramètre concerné, les résultats pertinents de la surveillance antérieure, et la valeur maximale admissible prévue au titre de la dérogation;
- c) la zone géographique, la quantité d'eau distribuée chaque jour, la population concernée et l'existence de répercussions éventuelles sur des entreprises alimentaires concernées;
- d) un programme de surveillance approprié prévoyant, le cas échéant, une fréquence de surveillance plus élevée;
- e) un résumé du plan concernant les mesures correctives nécessaires, comprenant un calendrier des travaux, une estimation des coûts et les dispositions en matière de bilan;
et
- f) la durée requise de la dérogation.

3. Si les autorités compétentes estiment que le non-respect de la valeur paramétrique est sans gravité et que

Dans ce cas, seuls la valeur maximale admissible pour le paramètre concerné et le délai imparti pour corriger la situation doivent être fixés par les autorités compétentes ou les autres instances concernées dans la dérogation.

4. Le recours au paragraphe 3 n'est plus possible lorsqu'une même valeur paramétrique applicable à une distribution d'eau donnée n'a pas été respectée pendant plus de trente jours au total au cours des douze mois précédents.
5. Tout État membre qui a eu recours aux dérogations prévues par le présent article veille à ce que la population affectée par une telle dérogation soit informée rapidement et de manière appropriée de la dérogation et des conditions dont elle est assortie. L'État membre veille en outre à ce que des conseils soient donnés, le cas échéant, à des groupes de population spécifiques pour lesquels la dérogation pourrait présenter un risque particulier.

Les obligations visées au premier alinéa ne s'appliquent pas à la situation visée au paragraphe 3, sauf décision contraire des autorités compétentes.

6. Le présent article ne s'applique pas aux eaux destinées à la consommation humaine proposées en bouteilles ou dans des conteneurs.

Article 16
Accès aux eaux destinées à la consommation humaine

1. Sans préjudice de l'article 9 de la directive 2000/60/CE et des principes de subsidiarité et de proportionnalité, les États membres, en tenant compte des perspectives et des circonstances locales, régionales et culturelles en matière de distribution de l'eau, prennent les mesures nécessaires pour améliorer l'accès de tous aux eaux destinées à la consommation humaine, en particulier l'accès des groupes vulnérables et marginalisés tels qu'ils sont définis par les États membres

À cette fin, les États membres veillent à:

- a) déterminer quelles sont les personnes qui n'ont pas accès ou qui n'ont qu'un accès limité aux eaux destinées à la consommation humaine, y compris les groupes vulnérables et marginalisés, et les raisons expliquant cet état de fait;
 - b) évaluer les possibilités d'améliorer l'accès pour ces personnes;
 - c) informer ces personnes des possibilités de connexion à un réseau de distribution ou des autres moyens d'accès aux eaux destinées à la consommation humaine;
 - d) prendre les mesures qu'ils jugent nécessaires et appropriées afin de garantir l'accès à l'eau pour les groupes vulnérables et marginalisés.
2. Pour promouvoir l'eau du robinet destinée à la consommation humaine, les États membres veillent à ce que des équipements intérieurs et extérieurs soient installés dans les espaces publics, lorsque c'est techniquement réalisable, d'une manière qui soit proportionnée à la nécessité de telles mesures et compte tenu des conditions locales spécifiques, telles que le climat et la géographie;

Les États membres peuvent également prendre les mesures qui suivent pour promouvoir l'eau du robinet destinée à la consommation humaine:

- a) faire connaître les équipements extérieurs ou intérieurs les plus proches;

- b) lancer des campagnes d'information auprès des citoyens concernant la qualité de l'eau;
 - c) encourager la fourniture d'eau du robinet destinée à la consommation humaine dans les administrations et les bâtiments publics;
 - d) encourager la fourniture de cette eau, à titre gratuit ou moyennant des frais de services peu élevés, aux clients de restaurants, de cantines et de services de restauration.
3. Les États membres veillent à ce que l'assistance nécessaire, telle qu'ils la définissent, soit fournie aux autorités compétentes pour mettre en œuvre les mesures visées au présent article.

Article 17
Information du public

1. Les États membres veillent à ce que des informations adaptées et récentes concernant les eaux destinées à la consommation humaine soient disponibles, conformément à l'annexe IV, dans le respect des règles applicables en matière de protection des données.
2. Les États membres veillent à ce que toutes les personnes approvisionnées reçoivent régulièrement et au moins une fois par an, sous la forme la plus appropriée et la plus facilement accessible (par exemple sur leur facture ou par voie numérique, grâce à des applications intelligentes), sans avoir à le demander, les informations suivantes:
- a) des informations sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, y compris les paramètres indicateurs;
 - b) le prix des eaux destinées à la consommation humaine fournies, par litre et par mètre cube;
 - c) le volume consommé par le ménage, par année ou par période de facturation, au minimum, ainsi que les tendances annuelles de consommation des ménages, pour autant que cela soit techniquement réalisable et uniquement si ces informations sont à la disposition du fournisseur d'eau;

- d) la comparaison de la consommation d'eau annuelle du ménage avec la consommation moyenne d'un ménage, le cas échéant, conformément au point c);
 - e) un lien vers le site internet présentant les informations indiquées à l'annexe IV.
3. Les paragraphes 1 et 2 sont sans préjudice des directives 2003/4/CE et 2007/2/CE.

Article 18
Informations concernant le contrôle de la mise en œuvre

1. Sans préjudice de la directive 2003/4/CE et de la directive 2007/2/CE, les États membres, avec l'assistance de l'Agence européenne pour l'environnement:
- a) établissent, au plus tard le... [trois ans après la date finale de transposition de la présente directive], et actualisent tous les six ans par la suite, une série de données contenant des informations sur les mesures prises en vue d'améliorer l'accès aux eaux destinées à la consommation humaine et de promouvoir l'utilisation de ces eaux, et sur la part de leur population qui a accès aux eaux destinées à la consommation humaine. Cela ne concerne pas l'eau en bouteille;
 - b) établissent, au plus tard le... [quatre ans et demi après la date finale de transposition de la présente directive], et actualisent tous les six ans par la suite, une série de données contenant l'évaluation et la gestion des risques liés à la ou aux zones de captage pour le ou les points de prélèvement, réalisée conformément à l'article 8, et établissent, au plus tard le... [six ans après la date finale de transposition de la présente directive], et actualisent tous les six ans par la suite, une série de données contenant l'évaluation des risques liés aux installations privées de distribution, réalisée conformément à l'article 10, comportant les éléments suivants:
 - i) des informations sur les zones de captage pour le ou les points de prélèvement, conformément à l'article 8, paragraphe 1, point a);
 - ii) les résultats de la surveillance collectés conformément à l'article 8, paragraphe 1, point c), et à l'article 10, paragraphe 1, point b); et

- iii) des informations concises sur les mesures prises conformément à l'article 8, paragraphe 3, et à l'article 10, paragraphes 2 et 3, y compris des informations sur les types de mesures et les progrès réalisés, en application de l'article 10, paragraphe 3, point f);
- c) établissent, et actualisent chaque année par la suite, une série de données contenant les résultats de la surveillance, en cas de dépassement des valeurs paramétriques figurant à l'annexe I, parties A et B, recueillis conformément aux articles 9 et 13, ainsi que des informations relatives aux mesures correctives prises conformément à l'article 14;
- d) établissent, et actualisent chaque année par la suite, une série de données contenant des informations sur les incidents en rapport avec l'eau potable d'une durée supérieure à dix jours consécutifs qui ont été à l'origine d'un risque potentiel pour la santé humaine et ont touché au moins 1000 personnes, que les valeurs paramétriques aient été respectées ou non; ces informations incluent les causes de ces incidents et les mesures correctives prises conformément à l'article 14.
- e) établissent, et actualisent chaque année par la suite, une série de données contenant des informations relatives à l'ensemble des dérogations octroyées conformément à l'article 15, paragraphe 1, y compris les informations prévues à l'article 15, paragraphe 2.

Lorsque c'est possible, les services de données géographiques, tels qu'ils sont définis à l'article 3, paragraphe 4, de la directive 2007/2/CE, sont utilisés dans la présentation de ces séries de données.

2. Les États membres veillent à ce que la Commission, l'Agence européenne pour l'environnement et le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies aient accès aux séries de données visées au paragraphe 1.

3. L'Agence européenne pour l'environnement publie et met à jour une vue d'ensemble à l'échelle de l'Union des données recueillies par les États membres, de manière régulière ou à la demande de la Commission.

Cette vue d'ensemble à l'échelle de l'Union inclut, le cas échéant, des indicateurs concernant les réalisations, les résultats et les impacts de la présente directive, des cartes d'ensemble à l'échelle de l'Union et des rapports de synthèse des États membres.

4. La Commission peut adopter des actes d'exécution précisant le format et les modalités de présentation des informations à fournir conformément aux paragraphes 1 et 3, notamment les exigences détaillées concernant les indicateurs, les cartes d'ensemble à l'échelle de l'Union et les rapports de synthèse des États membres visés au paragraphe 3.

Les actes d'exécution visés au premier alinéa sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 22, paragraphe 2.

5. Les États membres peuvent déroger aux dispositions du présent article pour l'un des motifs visés à l'article 13, paragraphe 1, de la directive 2007/2/CE.

Article 19 *Évaluation*

1. La Commission procède à une évaluation de la présente directive au plus tard le [douze ans après la date finale de transposition de la présente directive]. Cette évaluation est fondée, entre autres, sur les éléments suivants:
 - a) l'expérience acquise dans le cadre de la mise en œuvre de la présente directive;
 - b) les séries de données établies par les États membres conformément à l'article 18, paragraphe 1, et les vues d'ensemble à l'échelle de l'Union élaborées par l'Agence européenne pour l'environnement conformément à l'article 18, paragraphe 3;
 - c) les données scientifiques, analytiques et épidémiologiques pertinentes;

- d) les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé, lorsqu'elles sont disponibles.
2. Dans le contexte de l'évaluation, la Commission accorde une attention particulière à la performance de la présente directive en ce qui concerne les aspects suivants:
- a) l'approche fondée sur les risques établie à l'article 7;
 - b) les dispositions ayant trait à l'accès à l'eau prévues à l'article 16;
 - c) les dispositions concernant les informations à fournir au public conformément à l'article 17 et à l'annexe IV.
3. Au plus tard le... [six ans après la date finale de transposition de la présente directive], et ultérieurement si nécessaire, la Commission transmet au Parlement européen et au Conseil un rapport sur le danger potentiel que représentent, pour les sources d'eaux destinées à la consommation humaine, les microplastiques, les produits pharmaceutiques et, le cas échéant, d'autres polluants nouvellement apparus, ainsi que sur les risques pour la santé qui y sont liés.

Article 20

Réexamen et modification des annexes

1. Au moins tous les cinq ans, la Commission réexamine les annexes I et II à la lumière du progrès scientifique et technique ainsi que de l'approche des États membres fondée sur les risques en matière de sécurité sanitaire contenue dans les séries de données établies conformément à l'article 18 et, le cas échéant, elle présente des propositions législatives de modifications conformément au traité.
2. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l'article 21 modifiant l'annexe III le cas échéant, pour adapter celle-ci au progrès scientifique et technique.

La Commission est habilitée à adopter un acte délégué pour modifier la valeur paramétrique du bisphénol A à l'annexe I, partie B, dans la mesure nécessaire pour l'adapter au progrès technique, pour l'essentiel sur la base de l'examen continu effectué par l'EFSA.

Article 21
Exercice de la délégation

1. Le pouvoir d'adopter des actes délégués conféré à la Commission est soumis aux conditions fixées au présent article.
2. Le pouvoir d'adopter les actes délégués visés à l'article 4, paragraphe 3, à l'article 11, paragraphe 2, deuxième alinéa, à l'article 11, paragraphes 5 et 9, à l'article 13, paragraphe 6, et à l'article 20, paragraphe 2, est conféré à la Commission pour une période de cinq ans à compter de la [date d'entrée en vigueur de la présente directive]. La Commission élabore un rapport relatif à la délégation de pouvoir au plus tard neuf mois avant la fin de la période de cinq ans. La délégation de pouvoir est tacitement prorogée pour des périodes d'une durée identique, sauf si le Parlement européen ou le Conseil s'oppose à cette prorogation trois mois au plus tard avant la fin de chaque période.
3. La délégation de pouvoir visée à l'article 4, paragraphe 3, à l'article 11, paragraphe 2, deuxième alinéa, paragraphe 5 et paragraphe 9, à l'article 13, paragraphe 6, et à l'article 20, paragraphe 2, peut être révoquée à tout moment par le Parlement européen ou par le Conseil. La décision de révocation met fin à la délégation de pouvoir qui y est précisée. La révocation prend effet le jour suivant celui de la publication de ladite décision au Journal officiel de l'Union européenne ou à une date ultérieure qui est précisée dans ladite décision. Elle ne porte pas atteinte à la validité des actes délégués déjà en vigueur.
4. Avant l'adoption d'un acte délégué, la Commission consulte les experts désignés par chaque État membre, conformément aux principes définis dans l'accord interinstitutionnel "Mieux légiférer" du 13 avril 2016.
5. Aussitôt qu'elle adopte un acte délégué, la Commission le notifie au Parlement européen et au Conseil simultanément.

6. Un acte délégué adopté en vertu de l'article 4, paragraphe 3, de l'article 11, paragraphe 2, deuxième alinéa, paragraphe 5 ou paragraphe 9, de l'article 13, paragraphe 6, ou de l'article 20, paragraphe 2, n'entre en vigueur que si le Parlement européen ou le Conseil n'a pas exprimé d'objections dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet acte au Parlement européen et au Conseil ou si, avant l'expiration de ce délai, le Parlement européen et le Conseil ont tous deux informé la Commission de leur intention de ne pas exprimer d'objections. Ce délai est prolongé de deux mois à l'initiative du Parlement européen ou du Conseil.

Article 22
Comité

1. La Commission est assistée par un comité. Il s'agit d'un comité au sens du règlement (UE) n° 182/2011.
2. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, l'article 5 du règlement (UE) n° 182/2011 s'applique.

Lorsque le comité n'émet aucun avis, la Commission n'adopte pas le projet d'acte d'exécution, et l'article 5, paragraphe 4, troisième alinéa, du règlement (UE) n° 182/2011 s'applique.

Article 23
Sanctions

Les États membres déterminent le régime des sanctions applicables aux violations des dispositions nationales adoptées conformément à la présente directive et prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre de ces sanctions. Ces sanctions doivent être effectives, proportionnées et dissuasives. Les États membres informent la Commission, au plus tard le... [deux ans après l'entrée en vigueur de la présente directive], du régime ainsi déterminé et des mesures ainsi prises, de même que de toute modification apportée ultérieurement à ce régime ou à ces mesures.

Article 24
Transposition

1. Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à l'article 2 et aux articles 5 à 23 ainsi qu'aux annexes I à V au plus tard le... [deux ans après la date d'entrée en vigueur de la présente directive]. Ils communiquent immédiatement à la Commission le texte de ces dispositions.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Elles contiennent également une mention précisant que les références faites, dans les dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur, aux directives abrogées par la présente directive s'entendent comme faites à la présente directive. Les modalités de cette référence et la formulation de cette mention sont arrêtées par les États membres.

2. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

Article 25
Période transitoire

1. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour garantir que les eaux destinées à la consommation humaine respectent les valeurs paramétriques fixées à l'annexe I, partie B, pour les paramètres suivants: chlorate, chlorite, bisphénol A, acides haloacétiques, microcystine-LR, total des PFAS, somme des PFAS, uranium, au plus tard [trois ans après la date finale de transposition].
2. Durant cette période transitoire, les fournisseurs d'eau ne sont pas dans l'obligation d'effectuer la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine prévue dans les dispositions de l'article 13 pour ce qui concerne les paramètres énumérés dans le présent article, paragraphe 1.

Article 26
Abrogation

1. La directive 98/83/CE, telle que modifiée par les instruments énumérés à l'annexe VI, partie A, est abrogée avec effet au [jour après la date figurant à l'article 24, paragraphe 1], sans préjudice des obligations des États membres concernant les délais de transposition en droit national des directives indiqués à l'annexe VI, partie B.

Les références faites à la directive abrogée s'entendent comme faites à la présente directive et sont à lire selon le tableau de correspondance figurant à l'annexe VII.

2. Les dérogations accordées par les États membres en vertu de l'article 9, paragraphe 1, de la directive 98/83/CE qui sont encore en vigueur au [date finale de transposition de la présente directive] restent applicables jusqu'à leur date d'expiration. Elles peuvent être renouvelées conformément à l'article 15 uniquement dans le cas où une seconde dérogation n'a pas encore été octroyée. Le droit de demander à la Commission une troisième dérogation conformément à l'article 9, paragraphe 2, de la directive 98/83/CE reste applicable pour les dérogations déjà accordées par des États membres au moment de l'entrée en vigueur de la présente directive.

Article 27
Entrée en vigueur

La présente directive entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne.

Article 28
Destinataires

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

ANNEXE I

EXIGENCES MINIMALES RELATIVES AUX VALEURS PARAMÉTRIQUES UTILISÉES POUR ÉVALUER LA QUALITÉ DES EAUX DESTINÉES À LA CONSOMMATION HUMAINE

PARTIE A

Paramètres microbiologiques

Paramètres	Valeur paramétrique	Unité	Notes
Entérocoques intestinaux	0	nombre/100 ml	Pour les eaux mises en bouteilles ou dans des conteneurs, l'unité est le nombre/250 ml
<i>Escherichia coli</i> (<i>E. coli</i>)	0	nombre/100 ml	Pour les eaux mises en bouteilles ou dans des conteneurs, l'unité est le nombre/250 ml

PARTIE B

Paramètres chimiques

Paramètres	Valeur paramétrique	Unité	Notes
Acrylamide	0,10	µg/l	La valeur paramétrique se réfère à la concentration résiduelle en monomères dans l'eau, calculée conformément aux spécifications de la migration maximale du polymère correspondant en contact avec l'eau.
Antimoine	10	µg/l	
Arsenic	10	µg/l	
Benzène	1,0	µg/l	
Benzo(a)pyrène	0,010	µg/l	
Bisphénol A	2,5	µg/l	
Bore	1,5	mg/l	Une valeur paramétrique de 2,4 mg/l est appliquée lorsque l'eau dessalée est la principale source d'eau du système d'approvisionnement concerné ou dans les régions où les conditions géologiques peuvent occasionner des niveaux élevés dans les eaux souterraines.
Bromates	10	µg/l	
Cadmium	5,0	µg/l	
Chlorate	0,25	mg/l	Une valeur paramétrique de 0,7 mg/l est appliquée lorsqu'une méthode de désinfection qui génère du chlorate, en particulier le dioxyde de chlore, est utilisée pour la désinfection d'eaux destinées à la consommation humaine. Si possible, sans compromettre la désinfection, les États membres s'efforcent d'atteindre une valeur inférieure.
			Ce paramètre n'est mesuré que dans les cas où de telles méthodes de désinfection sont utilisées.

Chlorite	0,25	mg/l	Une valeur paramétrique de 0,7 mg/l est appliquée lorsqu'une méthode de désinfection qui génère du chlorite, en particulier le dioxyde de chlore, est utilisée pour la désinfection d'eaux destinées à la consommation humaine.
			Si possible, sans compromettre la désinfection, les États membres s'efforcent d'atteindre une valeur inférieure.
			Ce paramètre n'est mesuré que dans les cas où de telles méthodes de désinfection sont utilisées.
Chrome	25	µg/l	La valeur est respectée au plus tard le [quinze ans après l'entrée en vigueur de la présente directive]. La valeur paramétrique pour le chrome jusqu'à cette date est 50 µg/l.
Cuivre	2,0	mg/l	
Cyanure	50	µg/l	
1,2-dichloroéthane	3,0	µg/l	
Épichlorhydrine	0,10	µg/l	La valeur paramétrique se réfère à la concentration résiduelle en monomères dans l'eau, calculée conformément aux spécifications de la migration maximale du polymère correspondant en contact avec l'eau.
Fluorures	1,5	mg/l	
Acides haloacétiques (AHA)	60	µg/l	Ce paramètre n'est mesuré que dans les cas où des méthodes de désinfection qui peuvent générer des AHA sont utilisées pour la désinfection d'eaux destinées à la consommation humaine. Somme des cinq substances représentatives suivantes: acide chloroacétique, dichloroacétique et trichloroacétique, acide bromoacétique et dibromoacétique.

Plomb	5	µg/l	<p>La valeur est respectée au plus tard le [quinze ans après l'entrée en vigueur de la présente directive]. La valeur paramétrique pour le plomb jusqu'à cette date est 10 µg/l.</p> <p>Après la période transitoire, la valeur de 5 µg/l doit être respectée au moins au point d'approvisionnement des installations privées de distribution.</p> <p>Aux fins de l'article 11, paragraphe 2, point b), la valeur de 5 µg/l au robinet s'applique.</p>
Mercure	1,0	µg/l	
Microcystine-LR	1,0	µg/l	Ce paramètre ne doit être mesuré qu'en cas d'efflorescences potentielles dans les eaux de source (croissance de la densité cellulaire des cyanobactéries ou potentiel de formation d'efflorescences).
Nickel	20	µg/l	
Nitrates	50	mg/l	Les États membres veillent à ce que la condition $[\text{nitrates}]/50 + [\text{nitrites}]/3 \leq 1$ [la concentration en mg/l pour les nitrates (NO ₃) et pour les nitrites (NO ₂) est indiquée entre crochets] soit respectée et que la valeur de 0,10 mg/l pour les nitrites soit atteinte par les eaux au départ des installations de traitement.
Nitrites	0,50	mg/l	Les États membres veillent à ce que la condition $[\text{nitrates}]/50 + [\text{nitrites}]/3 \leq 1$ [la concentration en mg/l pour les nitrates (NO ₃) et pour les nitrites (NO ₂) est indiquée entre crochets] soit respectée et que la valeur de 0,10 mg/l pour les nitrites soit atteinte par les eaux au départ des installations de traitement.

Pesticides	0,10	µg/l	<p>Par "pesticides", on entend:</p> <ul style="list-style-type: none"> – les insecticides organiques, – les herbicides organiques, – les fongicides organiques, – les nématocides organiques, – les acaricides organiques, – les algicides organiques, – les rodenticides organiques, – les produits antimoisissures organiques, – les produits apparentés (notamment les régulateurs de croissance) <p>et leurs métabolites, tels que définis à l'article 3, paragraphe 32, du règlement (CE) n° 1107/2009⁵³, qui sont considérés comme pertinents pour les eaux destinées à la consommation humaine.</p> <p>Un métabolite de pesticide est jugé pertinent pour les eaux destinées à la consommation humaine s'il y a lieu de considérer qu'il possède des propriétés intrinsèques comparables à celles de la substance mère en ce qui concerne son activité cible pesticide ou qu'il fait peser (en soi ou par ses produits de transformation) un risque sanitaire sur les consommateurs.</p> <p>La valeur paramétrique s'applique à chaque pesticide particulier.</p> <p>En ce qui concerne l'aldrine, la dieldrine, l'heptachlore et l'heptachlorépoxyde, la valeur paramétrique est 0,030 µg/l.</p> <p>Les États membres définissent une valeur guide aux fins de la gestion de la</p>
------------	------	------	---

⁵³ Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil (JO L 309 du 24.11.2009, p. 1).

			<p>présence de métabolites non pertinents de pesticides dans l'eau potable.</p> <p>Seuls les pesticides dont la présence dans une distribution donnée est probable doivent être contrôlés.</p> <p>Sur la base des données communiquées par les États membres, la Commission peut établir une base de données des pesticides et de leurs métabolites pertinents en tenant compte de leur présence possible dans les eaux destinées à la consommation humaine.</p>
Total pesticides	0,50	µg/l	Par "Total pesticides", on entend la somme de tous les pesticides particuliers définis à la ligne précédente, détectés et quantifiés dans le cadre de la procédure de surveillance.
Total PFAS	0,50	µg/l	Par "Total PFAS", on entend la totalité des substances alkylées per- et polyfluorées.
Somme PFAS	0,10	µg/l	Par "Somme PFAS", on entend la somme des substances alkylées per- et polyfluorées qui sont considérées comme préoccupantes pour les eaux destinées à la consommation humaine et dont la liste figure à l'annexe III, partie B, point 3. Il s'agit d'un sous-ensemble des substances constituant le Total PFAS qui contiennent

			un groupement de substances perfluoroalkylées comportant trois atomes de carbone ou plus (à savoir, – C _n F _{2n} –, n ≥ 3) ou un groupement de perfluoroalkyléthers comportant deux atomes de carbone ou plus (à savoir, – C _n F _{2n} OC _m F _{2m} –, n et m ≥ 1).
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	0,10	µg/l	Somme des concentrations des composés spécifiés suivants: benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(ghi)pérylène, et indéno(1,2,3-cd)pyrène.
Sélénium	20	µg/l	La valeur paramétrique de 30 µg/l est appliquée pour les régions dans lesquelles les conditions géologiques peuvent occasionner des niveaux élevés dans les eaux souterraines.
Tétrachloroéthylène et trichloroéthylène	10	µg/l	Somme des concentrations de paramètres spécifiés
Total trihalométhanes (THM)	100	µg/l	Si possible, sans compromettre la désinfection, les États membres s'efforcent d'atteindre une valeur inférieure. Somme des concentrations des composés spécifiés suivants: le chloroforme, le bromoforme, le dibromochlorométhane et le bromodichlorométhane.
Uranium	30	µg/l	
Chlorure de vinyle	0,50	µg/l	La valeur paramétrique se réfère à la concentration résiduelle en monomères dans l'eau, calculée conformément aux spécifications de la migration maximale du polymère correspondant en contact avec l'eau.

PARTIE C

Paramètres indicateurs (nouveau)

Paramètres	Valeur paramétrique	Unité	Notes
Aluminium	200	µg/l	
Ammonium	0,50	mg/l	
Chlorure	250	mg/l	Les eaux ne doivent pas être corrosives.
<i>Clostridium perfringens</i> (y compris les spores)	0	nombre/100 ml	Ce paramètre doit être mesuré si l'évaluation des risques l'indique.
Couleur	Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal		
Conductivité	2500	µS cm ⁻¹ à 20 °C	Les eaux ne doivent pas être agressives.
Concentration en ions hydrogène	≥ 6,5 et ≤ 9,5	unités pH	Les eaux ne doivent pas être agressives. Pour les eaux plates mises en bouteilles ou en conteneurs, la valeur minimale peut être réduite à 4,5 unités pH. Pour les eaux mises en bouteilles ou en conteneurs qui sont naturellement riches ou enrichies artificiellement avec du dioxyde de carbone, la valeur minimale peut être inférieure.
Fer	200	µg/l	
Manganèse	50	µg/l	
Odeur	Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal		
Oxydabilité	5,0	mg/l d'O ₂	Ce paramètre ne doit pas être mesuré si le paramètre COT est analysé.

Sulfates	250	mg/l	Les eaux ne doivent pas être corrosives.
Sodium	200	mg/l	
Saveur	Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal		
Teneur en colonies à 22 °C	Aucun changement anormal		
Bactéries coliformes	0	nombre/100 ml	Pour les eaux mises en bouteilles ou dans des conteneurs, l'unité est le nombre total/250 ml.
Carbone organique total (COT)	Aucun changement anormal		Ce paramètre ne doit pas être mesuré pour les distributions d'un débit inférieur à 10 000 m ³ par jour.
Turbidité	Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal		
Les eaux ne doivent être ni agressives ni corrosives. Ceci s'applique en particulier aux eaux subissant un traitement (deminéralisation, adoucissement, traitement membranaire, osmose inverse, etc.)			
Lorsque des eaux destinées à la consommation humaine sont issues d'un traitement qui déminéralise ou adoucit les eaux de manière importante, des sels de calcium et de magnésium pourraient être ajoutés afin de conditionner les eaux dans le but de réduire les incidences négatives possibles pour la santé ainsi que la corrosivité et l'agressivité des eaux, et d'en améliorer la saveur. Des concentrations minimales en calcium et en magnésium ou en solides dissous totaux dans les eaux adoucies ou déminéralisées pourraient être établies en tenant compte des caractéristiques des eaux qui subissent ces procédés.			

PARTIE D

Paramètres pertinents aux fins de l'évaluation des risques liés à l'installation privée de distribution

<i>Legionella</i>	< 1000	UFC/l	Cette valeur paramétrique est fixée aux fins des articles 10 et 14. Les mesures prévues dans ces articles pourraient être envisagées y compris en deçà de la valeur paramétrique, par exemple en cas d'infections ou de foyers de maladie. Dans ces cas, il convient de confirmer la source de l'infection et d'identifier l'espèce à laquelle elle appartient.
Plomb	10	µg/l	Cette valeur paramétrique est fixée aux fins des articles 10 et 14. Les États membres devraient s'efforcer d'atteindre une valeur minimale de 5 µg/l moins de quinze ans après l'entrée en vigueur de la présente directive.

ANNEXE II

SURVEILLANCE

PARTIE A

Objectifs généraux et programmes de surveillance des eaux destinées à la consommation humaine

1. Les programmes de surveillance de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine établis conformément à l'article 13, paragraphe 2, permettent:
 - a) de vérifier que les mesures en place pour maîtriser les risques pour la santé humaine tout au long de la chaîne d'approvisionnement, depuis la zone de prélèvement jusqu'à la distribution en passant par le traitement et le stockage, sont efficaces et que l'eau disponible au point de conformité est propre et salubre;
 - b) de fournir des informations sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine afin de démontrer que les obligations définies à l'article 4 et les valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 5 sont respectées;
 - c) de déterminer les moyens les plus appropriés d'atténuer les risques pour la santé humaine.
2. Les programmes de surveillance mis en place conformément à l'article 13, paragraphe 2, comportent l'un ou une combinaison des éléments suivants:
 - a) la collecte et l'analyse en laboratoire d'échantillons discrets d'eau;
 - b) des mesures enregistrées au cours d'un processus de surveillance continue.

En outre, les programmes de surveillance peuvent prendre la forme:

- a) de vérifications des données concernant l'état de fonctionnement et d'entretien de l'équipement;

- b) d'inspections de la zone de prélèvement et des infrastructures de traitement, de stockage et de distribution de l'eau, sans préjudice des exigences en matière de surveillance prévues à l'article 8, paragraphe 1, point c), et à l'article 10, paragraphe 1, point b).
3. Les programmes de surveillance comportent également un programme de contrôles opérationnels permettant d'avoir un aperçu rapide des problèmes liés à la performance opérationnelle ou à la qualité de l'eau et d'appliquer au plus vite des mesures correctives planifiées à l'avance. Ce programme de contrôles opérationnels est axé sur l'approvisionnement, tient compte des résultats du recensement des dangers et des événements dangereux et de l'évaluation des risques liés à l'approvisionnement, et vise à confirmer l'efficacité de l'ensemble des mesures de surveillance appliquées lors du prélèvement, du traitement, de la distribution et du stockage.

Il prévoit également la surveillance du paramètre de turbidité dans l'installation d'alimentation en eau afin de vérifier régulièrement l'efficacité de l'élimination physique au moyen de procédés de filtration, conformément aux valeurs de référence et aux fréquences indiquées dans le tableau suivant (ne s'applique pas aux sources d'eaux souterraines dans lesquelles la turbidité est causée par le fer et le manganèse):

Paramètre opérationnel	Valeur de référence
Turbidité	0,3 NTU dans 95 % des échantillons, dont aucun ne dépasse 1 NTU

Volume d'eau (en m³) distribuée ou produite chaque jour à l'intérieur d'une zone d'approvisionnement	Fréquence minimale
≤ 1000	Chaque semaine
> 1000 et ≤ 10 000	Quotidiennement
> 10 000	En ligne

Le programme de contrôles opérationnels prévoit également la surveillance des paramètres ci-après dans les eaux brutes afin de vérifier l'efficacité des procédés de traitement contre les risques microbiologiques:

Paramètre opérationnel	Valeur de référence	Unité	Notes
Coliphages somatiques	50 (pour les eaux brutes)	Unités formatrices de plaque (UFP)/100 ml	Ce paramètre doit être mesuré si l'évaluation des risques l'indique. S'il est constaté dans des eaux brutes à des concentrations supérieures à 50 UFP/100 ml, il devrait être analysé après certaines étapes du traitement afin de déterminer le taux (en log) d'élimination par les obstacles en place et d'évaluer si le risque de survie de virus pathogènes est suffisamment maîtrisé.

4. Les États membres veillent à ce que les programmes de surveillance soient évalués de manière continue et mis à jour ou reconduits au moins tous les six ans.

Partie B

Paramètres et fréquences d'échantillonnage

1 Liste des paramètres

Groupe A

Les paramètres suivants (groupe A) font l'objet d'une surveillance aux fréquences indiquées dans le tableau 1 du point 2:

- a) Escherichia coli (E. coli), entérocoques intestinaux, bactéries coliformes, teneur en colonies à 22 °C, couleur, turbidité, saveur, odeur, pH, conductivité;
- b) d'autres paramètres considérés comme pertinents dans le programme de surveillance, conformément à l'article 5, paragraphe 3, et, le cas échéant, à l'issue d'une évaluation des risques liés au système d'approvisionnement, comme indiqué à l'article 9 et à l'annexe II, partie C.

Dans certaines circonstances, les paramètres suivants peuvent être ajoutés au groupe A:

- a) l'ammonium et les nitrites, en cas d'utilisation de chloramination;
- b) l'aluminium et le fer, lorsqu'ils sont utilisés pour le traitement chimique de l'eau.

Escherichia coli (E. coli) et les entérocoques intestinaux sont considérés comme des "paramètres fondamentaux" qui ne peuvent faire l'objet d'une réduction en raison d'une évaluation des risques liés à l'approvisionnement prévue à l'article 9 et dans la partie C de la présente annexe. Ils sont toujours surveillés aux fréquences établies au point 2, tableau 1.

Groupe B

En vue de déterminer la conformité avec toutes les valeurs paramétriques établies dans la présente directive, tous les autres paramètres qui ne sont pas analysés dans le cadre du groupe A et qui sont établis conformément à l'article 5, à l'exception des paramètres figurant à l'annexe I, partie D, sont contrôlés au minimum aux fréquences indiquées dans le tableau 1 du point 2, à moins qu'une fréquence d'échantillonnage différente ne soit déterminée sur la base d'une évaluation des risques liés à l'approvisionnement menée conformément à l'article 9 et à la partie C de la présente annexe.

2. Fréquences d'échantillonnage

Tableau 1 Fréquence minimale d'échantillonnage et d'analyse en vue du contrôle de conformité

Volume d'eau distribué ou produit chaque jour à l'intérieur d'une zone de distribution (voir notes 1 et 2) m^3		Paramètre du groupe A Nombre d'échantillons par année	Paramètre du groupe B Nombre d'échantillons par année
	≤ 10	> 0 (voir note 4)	> 0 (voir note 4)
≤ 10	≤ 100	2	1 (voir note 5)
> 100	≤ 1000	4	1
> 1000	≤ 10000	4 pour les premiers 1000 m^3/j + 3 pour chaque tranche entamée supplémentaire de 1000 m^3/j du volume total (voir note 3)	1 pour les premiers 1000 m^3/j + 1 pour chaque tranche entamée supplémentaire de 4500 m^3/j du volume total (voir note 3)
> 10000	≤ 100000		3 pour les premiers 10 000 m^3/j + 1 pour chaque tranche entamée supplémentaire de 10 000 m^3/j du volume total (voir note 3)
> 100000			12 pour les premiers 100 000 m^3/j + 1 pour chaque tranche entamée supplémentaire de 25 000 m^3/j du volume total (voir note 3)

Note 1: une zone d’approvisionnement est une zone géographique déterminée dans laquelle les eaux destinées à la consommation humaine proviennent d'une ou de plusieurs sources et à l'intérieur de laquelle la qualité peut être considérée comme étant plus ou moins uniforme.

Note 2: les volumes sont des volumes moyens calculés sur une année civile. Le nombre d'habitants dans une zone d’approvisionnement peut être utilisé à la place du volume d'eau pour déterminer la fréquence minimale, sur la base d'une consommation d'eau de 200 l/jour/personne.

Note 3: la fréquence indiquée est calculée comme suit: par exemple, $4300 \text{ m}^3/\text{j} = 16$ échantillons pour les paramètres du groupe A (quatre pour les premiers $1000 \text{ m}^3/\text{j} + 12$ pour les autres $3300 \text{ m}^3/\text{j}$).

Note 4: En ce qui concerne les fournisseurs d'eau, lorsqu'aucune exemption n'a été accordée au titre de l'article 3, paragraphe 2, point b), les États membres établissent la fréquence d'échantillonnage minimale pour les paramètres des groupes A et B, sous réserve que les paramètres fondamentaux soient contrôlés au moins une fois par an.

Note 5: Les États membres peuvent réduire la fréquence d'échantillonnage, sous réserve que tous les paramètres fixés conformément à l'article 5 soient contrôlés au moins une fois tous les six ans ainsi que dans les cas où une nouvelle source d'eau est intégrée ou que des modifications sont apportées au système d'approvisionnement en eau, lorsque des effets potentiellement négatifs sont attendus.

PARTIE C

Évaluation des risques liés au système d'approvisionnement

1. Sur la base des résultats de l'évaluation des risques liés au système d'approvisionnement visée à l'article 9, la liste des paramètres pris en considération lors des activités de surveillance est élargie et les fréquences d'échantillonnage établies dans la partie B sont augmentées lorsqu'une des conditions suivantes est remplie:
 - a) la liste de paramètres ou les fréquences établies dans la présente annexe sont insuffisantes pour remplir les obligations imposées en vertu de l'article 13, paragraphe 1;
 - b) une surveillance supplémentaire est requise aux fins de l'article 13, paragraphe 5;
 - c) il est nécessaire de fournir les assurances visées au point 1 a) de la partie A;
 - d) les fréquences d'échantillonnage doivent être augmentées conformément à l'article 8, paragraphe 3, point a).

2. À la suite d'une évaluation des risques liés au système d'approvisionnement, la liste des paramètres pris en considération lors des activités de surveillance et les fréquences d'échantillonnage établies dans la partie B peuvent être réduites, à condition que toutes les conditions suivantes soient réunies:
- a) le lieu et la fréquence de l'échantillonnage sont déterminés en lien avec l'origine du paramètre ainsi qu'avec la variabilité et la tendance de fond de sa concentration, en tenant compte de l'article 6;
 - b) concernant la réduction de la fréquence d'échantillonnage minimale d'un paramètre, les résultats obtenus à partir d'échantillons collectés à intervalles réguliers sur une période d'au moins trois ans en des points d'échantillonnage représentatifs de toute la zone de distribution sont tous inférieurs à 60 % de la valeur paramétrique considérée;
 - c) concernant le retrait d'un paramètre de la liste des paramètres à surveiller, les résultats obtenus à partir d'échantillons collectés à intervalles réguliers sur une période d'au moins trois ans en des points d'échantillonnage représentatifs de toute la zone d'approvisionnement sont tous inférieurs à 30 % de la valeur paramétrique considérée;
 - d) la décision de retirer un paramètre de la liste des paramètres à surveiller se fonde sur les résultats de l'évaluation des risques, étayés par les résultats de la surveillance des sources d'eaux destinées à la consommation humaine et confirmant que la santé humaine est protégée des effets néfastes de toute contamination des eaux destinées à la consommation humaine, conformément à l'article 1^{er};
 - e) concernant la réduction de la fréquence d'échantillonnage d'un paramètre ou le retrait d'un paramètre de la liste des paramètres à surveiller, l'évaluation des risques confirme qu'il est improbable qu'un facteur raisonnablement prévisible entraîne une détérioration de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Lorsque des résultats de surveillance attestant du respect des conditions établies au paragraphe 2, points b) à e), sont déjà disponibles le [date d'entrée en vigueur de la présente directive], ces résultats peuvent être utilisés dès cette date pour ajuster la surveillance à la suite de l'évaluation des risques liés au système d'approvisionnement.

Lorsque que des adaptations de la surveillance ont déjà été mises en œuvre à la suite de l'évaluation des risques liés à l'approvisionnement menée conformément, entre autres, à la partie C de la directive 2015/1787 de la Commission, les États membres peuvent prévoir la possibilité de confirmer leur validité sans exiger qu'il soit procédé, conformément au paragraphe 2, point b), et au paragraphe 3, point c), à une surveillance sur une période d'au moins trois ans en des points d'échantillonnage représentatifs de toute la zone de distribution.

PARTIE D

Méthodes d'échantillonnage et points d'échantillonnage

1. Les points d'échantillonnage sont déterminés de manière à assurer la conformité aux points de conformité définis à l'article 6. Dans le cas d'un réseau de distribution, un État membre peut prélever des échantillons dans la zone d'approvisionnement ou dans des installations de traitement pour surveiller des paramètres particuliers s'il peut être démontré qu'il n'y a pas de changement défavorable dans la valeur mesurée des paramètres concernés. Dans la mesure du possible, le nombre d'échantillons est réparti de manière égale dans le temps et l'espace.
2. L'échantillonnage au point de conformité satisfait aux exigences suivantes:
 - a) les échantillons de conformité de certains paramètres chimiques (en particulier le cuivre, le plomb et le nickel) sont prélevés au robinet du consommateur sans faire couler l'eau au préalable. Un échantillon d'un volume d'un litre est prélevé de manière aléatoire durant la journée. Une autre possibilité consiste pour les États membres à recourir à des méthodes d'échantillonnage impliquant une durée de stagnation spécifique qui sont plus représentatives de leur situation nationale, telles que la valeur moyenne hebdomadaire ingérée par les consommateurs, à condition que ces méthodes n'aboutissent pas, au niveau de la zone d'approvisionnement, à un nombre de cas de non-conformité inférieur au nombre obtenu par la méthode de prélèvement aléatoire en journée;

- b) les échantillons concernant les paramètres microbiologiques au point de conformité sont prélevés et manipulés conformément à la norme EN ISO 19458, méthode d'échantillonnage B.
3. Les échantillons aux fins de la surveillance de *Legionella* dans des installations privées de distribution doivent être prélevés à des points où ces bactéries risquent de proliférer et/ou à des points d'échantillonnage représentatifs de l'exposition systémique à *Legionella*. Les États membres élaborent des lignes directrices pour les méthodes d'échantillonnage visant la surveillance de *Legionella*.
4. L'échantillonnage au niveau du réseau de distribution, excepté aux robinets des consommateurs, est conforme à la norme ISO 5667-5. En ce qui concerne les paramètres microbiologiques, les échantillons sont prélevés et manipulés conformément à la norme EN ISO 19458, méthode d'échantillonnage A.

ANNEXE III

SPÉCIFICATIONS POUR L'ANALYSE DES PARAMÈTRES

Les États membres veillent à ce que les méthodes d'analyse utilisées à des fins de surveillance et de démonstration de la conformité à la présente directive, à l'exception de la turbidité en ligne, soient validées et étayées conformément à la norme EN ISO 17025 ou à toute autre norme équivalente reconnue à l'échelle internationale. Les États membres veillent à ce que les laboratoires ou les parties engagées par les laboratoires appliquent des systèmes de gestion de la qualité conformes à la norme EN ISO/IEC17025 ou à toute autre norme équivalente reconnue à l'échelle internationale.

Afin d'évaluer l'équivalence entre les autres méthodes et celles prévues dans la présente annexe, les États membres peuvent utiliser la norme EN ISO 17994, déjà établie en tant que norme pour évaluer l'équivalence des méthodes microbiologiques, la norme EN ISO 16140 ou tout autre protocole analogue reconnu sur le plan international, afin d'établir l'équivalence des méthodes fondées sur des principes autres que la mise en culture, qui sortent du champ d'application de la norme EN ISO 17994.

En l'absence d'une méthode d'analyse qui remplisse les critères minimaux de performance établis dans la partie B, les États membres veillent à ce que la surveillance soit réalisée à l'aide des meilleures techniques disponibles n'entraînant pas de coûts excessifs.

PARTIE A

Paramètres microbiologiques pour lesquels des méthodes d'analyse sont spécifiées

Les paramètres microbiologiques ci-après sont surveillés au moyen des méthodes suivantes:

- a) *Escherichia coli* (E. coli) et bactéries coliformes (EN ISO 9308-1 ou EN ISO 9308-2)
- b) Entérocoques intestinaux (EN ISO 7899-2)
- c) Comptage des colonies ou numération des bactéries hétérotrophes à 22 °C (EN ISO 6222)

- d) *Clostridium perfringens*, y compris les spores (EN ISO 14189)
- e) *Legionella* (EN ISO 11731 pour le respect de la valeur indiquée à l'annexe I, partie D)
Pour le contrôle de la vérification fondée sur les risques et pour compléter les méthodes de culture, il est possible de recourir à d'autres méthodes, par exemple ISO/TS 12869, des méthodes de culture rapide, des méthodes non fondées sur la culture et des méthodes moléculaires, en particulier la Q-PCR.
- f) Coliphages somatiques
Pour le contrôle opérationnel, on peut recourir à l'annexe II, partie A, EN ISO 10705-2, EN ISO 10705-3.

PARTIE B

Paramètres chimiques et indicateurs pour lesquels des caractéristiques de performance sont spécifiées

1. *Paramètres chimiques et indicateurs*

En ce qui concerne les paramètres établis au tableau 1, la méthode d'analyse utilisée permet, au minimum, de mesurer des concentrations égales à la valeur paramétrique, avec une limite de quantification, conformément à l'article 2, paragraphe 2, de la directive 2009/90/CE de la Commission⁵⁴, de 30 % ou moins de la valeur paramétrique pertinente et avec l'incertitude de mesure indiquée dans le tableau 1. Le résultat est exprimé avec, au minimum, le même nombre de chiffres significatifs que la valeur paramétrique considérée dans les parties B et C de l'annexe I.

L'incertitude de mesure visée au tableau 1 ne peut être utilisée en tant que tolérance supplémentaire pour les valeurs paramétriques établies à l'annexe I.

⁵⁴ Directive 2009/90/CE de la Commission du 31 juillet 2009 établissant, conformément à la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil, des spécifications techniques pour l'analyse chimique et la surveillance de l'état des eaux (JO L 201 du 1.8.2009, p. 36).

Tableau 1 Caractéristique de performance minimale "incertitude de mesure"

Paramètres	Incertitude de mesure (voir note 1) % de la valeur paramétrique (excepté pour le pH)	Notes
Aluminium	25	
Ammonium	40	
Acrylamide	30	
Antimoine	40	
Arsenic	30	
Benzo(a)pyrène	50	Voir note 2
Benzène	40	
Bisphénol A	50	
Bore	25	
Bromates	40	
Cadmium	25	
Chlorure	15	
Chlorate	40	
Chlorite	40	
Chrome	30	
Cuivre	25	
Cyanure	30	Voir note 3
1,2-dichloroéthane	40	
Épichlorhydrine	30	
Fluorures	20	
AHA	50	
Concentration en ions hydrogène pH	0,2	Voir note 4
Fer	30	
Plomb	30	
Manganèse	30	

Mercure	30	
Microcystine-LR	30	
Nickel	25	
Nitrates	15	
Nitrites	20	
Oxydabilité	50	Voir note 5
Pesticides	30	Voir note 6
PFAS	50	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	40	Voir note 7
Sélénium	40	
Sodium	15	
Sulfates	15	
Tétrachloroéthylène	40	Voir note 8
Trichloroéthylène	40	Voir note 8
Total trihalométhanes	40	Voir note 7
Carbone organique total (COT)	30	Voir note 9
Turbidité	30	Voir note 10
Uranium	30	
Chlorure de vinyle	50	

2. Notes concernant le tableau 1

Note 1: L'incertitude de mesure est la valeur absolue du paramètre caractérisant la dispersion des valeurs quantitatives attribuées à un mesurande, sur la base des informations utilisées. Le critère de performance de l'incertitude de mesure ($k = 2$) est le pourcentage de la valeur paramétrique indiquée dans le tableau ou une valeur plus stricte. L'incertitude de mesure est estimée au niveau de la valeur paramétrique, sauf indication contraire.

Note 2: Si la valeur de l'incertitude de mesure ne peut être atteinte, la meilleure technique disponible devrait être retenue (jusqu'à 60 %).

Note 3: La méthode détermine la teneur totale en cyanure sous toutes ses formes.

Note 4: L'incertitude de mesure est exprimée en unités de pH.

Note 5: Méthode de référence: EN ISO 8467.

Note 6: Les caractéristiques de performance concernant les différents pesticides sont fournies à titre indicatif. En ce qui concerne l'incertitude de mesure, des valeurs aussi basses que 30 % peuvent être atteintes pour plusieurs pesticides; des valeurs allant jusqu'à 80 % peuvent cependant être autorisées pour un certain nombre de pesticides.

Note 7: Les caractéristiques de performance s'appliquent à chacune des substances et doivent correspondre à 25 % de la valeur paramétrique figurant dans la partie B de l'annexe I.

Note 8: Les caractéristiques de performance s'appliquent à chacune des substances et doivent correspondre à 50 % de la valeur paramétrique figurant dans la partie B de l'annexe I.

Note 9: L'incertitude de la mesure devrait être estimée au niveau de 3 mg/l du carbone organique total (COT). Il convient d'utiliser la norme CEN 1484 - Lignes directrices pour le dosage du carbone organique total (TOC) et carbone organique dissous (COD) - pour la spécification de l'incertitude de la méthode d'essai.

Note 10: L'incertitude de la mesure devrait être estimée au niveau de 1,0 UNT (unités néphélométriques de la turbidité), conformément à la norme EN ISO 7027 ou à une autre méthode standard équivalente.

3. *Somme des PFAS*

Les substances pertinentes qui suivent sont analysées sur la base des lignes directrices techniques élaborées en conformité avec l'article 13, paragraphe 7, de la présente directive:

- Acide perfluorobutanoïque (PFBuA)
- Acide perfluoropentanoïque (PFPeA)
- Acide perfluorohexanoïque (PFHxA)
- Acide perfluoroheptanoïque (PFHpA)

- Acide perfluorooctanoïque (PFOA)
- Acide perfluorononanoïque (PFNA)
- Acide perfluorodécanoïque (PFDA)
- Acide perfluoroundécanoïque (PFUnDA)
- Acide perfluorododécanoïque (PFDoDA)
- Acide perfluorotridécanoïque (PFTrDA)
- Acide perfluorobutanesulfonique (PFBuS)
- Acide perfluoropentanesulfonique (PFPeS)
- Acide perfluorohexane sulfonique (PFHxS)
- Acide perfluoroheptane sulfonique (PFHpS)
- Acide perfluorooctane sulfonique (PFOS)
- Acide perfluorononane sulfonique (PFNS)
- Acide perfluorodécane sulfonique (PFDS)
- Acide perfluoroundécane sulfonique
- Acide perfluorododécane sulfonique
- Acide perfluorotridécane sulfonique

Ces substances feront l'objet d'une surveillance lorsque l'évaluation et la gestion des risques de la ou des zones de captage réalisées conformément à l'article 8 de la présente directive concluent que ces substances sont susceptibles d'être présentes dans un approvisionnement donné en eau.

ANNEXE IV

INFORMATIONS DESTINÉES AU PUBLIC

Les informations figurant aux points 1 à 8 sont publiées en ligne à l'intention des consommateurs, sous une forme conviviale et adaptée.

Les consommateurs peuvent demander l'accès à ces informations par d'autres moyens, sur demande justifiée.

- 1) l'identité du fournisseur d'eau concerné, la zone et le nombre de personnes approvisionnées ainsi que la méthode utilisée pour la production d'eau, y compris des informations générales sur les types de traitement ou de désinfection de l'eau appliqués. Les États membres peuvent déroger à cette exigence conformément à l'article 13, paragraphe 1, de la directive 2007/2/CE;
- 2) les résultats de surveillance les plus récents pour les paramètres énumérés à l'annexe I, parties A, B et C, comprenant notamment la fréquence, ainsi que la valeur paramétrique fixée conformément à l'article 5. Les résultats de la surveillance ne doivent pas remonter à plus d'un an, sauf lorsque la fréquence de surveillance fixée par la présente directive en dispose autrement;
- 3) des informations sur les paramètres suivants, non énumérés à l'annexe I, partie C, et les valeurs correspondantes:
 - a) dureté;
 - b) minéraux, anions/cations dissous dans l'eau:
 - calcium Ca;
 - magnésium Mg;
 - potassium K;
- 4) en cas de danger potentiel pour la santé humaine, tel que déterminé par les autorités compétentes ou d'autres organismes pertinents, résultant d'un dépassement des valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 5, des informations sur les dangers potentiels pour la santé humaine, assorties de conseils en matière de santé ou de consommation, ou d'un hyperlien permettant d'accéder à de telles informations;

- 5) des informations pertinentes sur l'évaluation des risques liés à l'approvisionnement;
- 6) des conseils aux consommateurs, notamment sur les manières de réduire leur consommation d'eau, lorsqu'il y a lieu, d'utiliser l'eau de manière responsable en fonction des conditions locales et d'éviter les risques pour la santé liés à l'eau stagnante;
- 7) en ce qui concerne les fournisseurs d'eau fournissant au moins 10 000 m³ par jour ou desservant au moins 50 000 personnes, des informations annuelles sur:
 - a) la performance globale du système de distribution d'eau et les taux de fuite, une fois que ces informations sont disponibles et au plus tard à la date visée à l'article 4, paragraphe 3;
 - b) des informations sur la structure de propriété de l'approvisionnement en eau par le fournisseur d'eau;
 - c) lorsque le recouvrement des coûts s'effectue au moyen d'un système tarifaire, des informations sur la structure du tarif par mètre cube d'eau, comprenant les coûts fixes et variables ainsi que les coûts liés aux mesures prises par les fournisseurs d'eau aux fins de l'application de l'article 16;
 - d) lorsqu'elles sont disponibles, une synthèse et des statistiques concernant les plaintes de consommateurs reçues par les fournisseurs d'eau sur des aspects relevant du champ d'application de la présente directive;
- 8) sur demande motivée, les consommateurs reçoivent un accès à l'ensemble des données historiques fournies au titre des points 2 et 3 au cours des dix années écoulées qui ne sont pas antérieures à la date de transposition de la présente directive, si ces données sont disponibles.

ANNEXE V (nouvelle)
PRINCIPES APPLICABLES À LA FIXATION DE MÉTHODOLOGIES COMMUNES

Groupes de matériaux

1 Matériaux organiques

Les matériaux organiques ne seront composés que:

- a) de substances de départ figurant sur la liste positive européenne des substances, qui doit être établie par la Commission conformément à l'article 11, paragraphe 2, point b); et
- b) de substances pour lesquelles on peut exclure que la substance et ses produits de réaction sont présents à des niveaux supérieurs à 0,1 µg/l dans l'eau destinée à la consommation humaine, à moins que, pour des substances spécifiques, une valeur plus stricte soit nécessaire compte tenu de leur toxicité.

Les matériaux organiques seront testés conformément au tableau 1, selon les méthodes d'essai spécifiées dans les normes européennes applicables ou, à défaut, selon une méthode reconnue au niveau international ou national, et devront satisfaire aux exigences qui y sont prévues. À cet effet, les résultats des essais en ce qui concerne la migration de substances seront convertis aux niveaux attendus au robinet.

2 Matériaux métalliques

Seuls seront utilisés les matériaux métalliques inclus dans la liste positive européenne des compositions, qui doit être établie par la Commission conformément à l'article 11, paragraphe 2, point b). Il conviendra de respecter les limites fixées dans la liste positive européenne en ce qui concerne la composition de ces matériaux, leur usage pour certains produits et l'utilisation desdits produits.

Les compositions seront testées conformément au tableau 1, selon les méthodes d'essai spécifiées dans les normes européennes applicables ou, à défaut, selon une méthode reconnue au niveau international ou national, et devront satisfaire aux exigences qui y sont prévues.

3 *Matériaux de cimenterie*

Les matériaux de cimenterie ne seront composés que de l'un ou plusieurs des constituants suivants:

- a) de constituants organiques figurant sur la liste positive européenne des constituants, qui doit être établie par la Commission conformément à l'article 11, paragraphe 2, point b);
- b) de constituants organiques pour lesquels on peut exclure que les substances et leurs produits de réaction soient présents à des niveaux supérieurs à 0,1 µg/l dans l'eau destinée à la consommation humaine; ou
- c) de constituants inorganiques.

Les matériaux de cimenterie seront testés conformément au tableau 1, selon les méthodes d'essai spécifiées dans les normes européennes applicables ou, à défaut, selon une méthode reconnue au niveau international ou national, et devront satisfaire aux exigences qui y sont prévues. À cet effet, les résultats des essais en ce qui concerne la migration de substances seront convertis aux niveaux attendus au robinet.

4 *Émail et matériaux céramiques*

L'émail et les matériaux céramiques ne seront constitués que des types de substances de départ prévus dans la liste positive européenne des compositions, qui sera établie par la Commission conformément à l'article 11, paragraphe 2, point b), après une évaluation des éléments entrant dans la composition de ces matériaux.

L'émail et les matériaux céramiques seront testés conformément au tableau 1, selon les méthodes d'essai spécifiées dans les normes européennes applicables ou, à défaut, selon une méthode reconnue au niveau international ou national, et devront satisfaire aux exigences qui y sont prévues. À cet effet, les résultats des essais en ce qui concerne la migration de substances seront convertis aux niveaux attendus au robinet.

5 *Exceptions concernant l'évaluation des matériaux utilisés dans les composants mineurs et assemblés*

En ce qui concerne les produits assemblés: les composants, parties et matériaux mineurs seront décrits en détail et la vérification sera réduite en conséquence. À cette fin, on entend par "mineur" un niveau d'effet sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine qui ne nécessite pas de vérification complète.

Tableau 1 Vérification liée aux types de matériaux

Critères	Organiques (1)	Métalliques (2)	De cimenterie	Émail et matériaux céramiques
Listes positives européennes				
Listes positives européennes de substances de départ - matériaux organiques	X	N.N.	X	N.N.
Listes positives européennes des compositions métalliques acceptées	N.N.	X	N.N.	N.N.
Listes positives européennes des constituants - matériaux de cimenterie	N.N.	N.N.	X	N.N.
Liste positive européenne des compositions pour l'émail et les matériaux céramiques	N.N.	N.N.	N.N.	X
Tests organoleptiques				
Odeur et goût	X	N.N.	X	N.N.
Couleur et turbidité	X	N.N.	X	N.N.
Évaluations générales de l'hygiène				
Lixiviation du carbone organique total	X	N.N.	X	N.N.
Résidus en surface (métaux)	N.N.	X	N.N.	N.N.
Test de migration				
Paramètres pertinents de la directive relative à l'eau potable	X	X	X	X
MTC _{tap} des substances de la liste positive	X	N.N.	X 3)	N.N.
Substances insoupçonnées (GC-MS)	X	N.N.	X 3)	N.N.
Conformité avec la liste des compositions	N.N.	X	N.N.	X
Développement renforcé de la flore microbienne	X	N.N.	X 3)	N.N.

N.N: non nécessaire

MTC_{tap}: concentration maximale tolérable au robinet (sur la base soit de l'avis de l'Agence en vue de l'inclusion de la substance sur la liste positive, soit de la limite de migration spécifique au sens du règlement (UE) n° 10/2011 et compte tenu d'un coefficient de répartition de 10 % et d'une consommation de 2 litres d'eau)

GC-MS: Chromatographie gazeuse-spectrométrie de masse (méthode d'examen)

Note 1: Exceptions spécifiques à déterminer conformément au paragraphe 5 de la présente annexe.

Note 2: Les métaux ne feront pas l'objet de tests organoleptiques car il est généralement admis que, si les valeurs paramétriques indiquées à l'annexe I sont respectées, il est improbable que des problèmes organoleptiques se posent.

Note 3: En fonction de la présence de substances organiques dans la composition.